

Les Africains soutiennent l'égalité des sexes, mais les écarts persistent : Les gouvernements appelés à en faire plus

Dépêche No. 749 d'Afrobarometer | Maame Akua Amoah Twum et Carolyn Logan

Résumé

Où que nous regardions, nous entendons dire que l'égalité des sexes est la pierre angulaire du développement de l'Afrique. L'Agenda 2063 de l'Union Africaine (UA) fait de la « pleine égalité des sexes dans tous les domaines de la vie » l'un de ses objectifs fondamentaux. Dans le cadre de cet objectif, les résultats à atteindre d'ici 2023 comprennent l'élimination de tous les obstacles qui empêchent les femmes de posséder et d'hériter du foncier, de conclure des contrats et de posséder de comptes bancaires ; la garantie qu'au moins une femme sur cinq contrôlent des actifs productifs ; et la réduction d'au moins un tiers de la violence à l'égard des femmes (l'élimination devant être atteinte d'ici 2063) (Union Africaine, 2015a, b).



De même, les Objectifs de Développement Durable (ODD) des Nations Unies (2016) soulignent la centralité de l'égalité des sexes, non seulement comme objectif à part entière (ODD No. 5), mais aussi comme élément constitutif de l'ensemble des objectifs, cibles et indicateurs des ODD.

Nous notons des signes d'engagement au moins partiel pour ces objectifs sur l'ensemble du continent. Quarante-quatre Etats africains ont ratifié le Protocole de Maputo de 2003 sur les droits des femmes en Afrique, qui vient de célébrer son 20ème anniversaire (Union Africaine, 2003, 2023). De même, 52 Etats africains ont ratifié la Convention des Nations Unies (1979) sur l'Elimination de Toutes les Formes de Discrimination à l'Egard des Femmes, et tous les Etats membres des Nations Unies sont invités à mettre en œuvre les Objectifs de Développement Durable.

Cependant, les défenseurs de l'égalité des sexes reconnaissent également que la réalité est encore loin de correspondre à ces nobles aspirations. Le changement, bien que réel, est souvent lent et inégal ; les disparités persistent même si les femmes et les hommes progressent en niveau d'instruction, en accès à la technologie et à l'information, et évoluent professionnellement.

La Commission Economique pour l'Afrique (CEA) des Nations Unies, par exemple, rapporte que les filles sont toujours plus susceptibles de ne pas être scolarisées que les garçons (CEA, 2023), en raison non seulement de la moindre priorité accordée par les familles à l'éducation des filles, mais aussi de facteurs tels que le mariage précoce et la violence basée sur le genre (Savedra & Brixi, 2023 ; Banque Africaine de Développement & CEA, 2020). Le score de l'Afrique dans l'indice Women, Business and the Law de la Banque Mondiale (2020) monte très lentement, ce qui suggère que l'égalité économique et juridique ne sera pas une réalité avant de nombreuses années. L'indice du genre d'Equal Measures 2030 (2022), qui surveille les indicateurs d'égalité des sexes pour 14 ODD, qualifie les progrès en Afrique de « lents et fragmentés ».

Afrobarometer offre une perspective citoyenne sur l'égalité des sexes en Afrique, basée sur un module spécial inclus dans les enquêtes du Round 9 dans 39 pays sondés entre fin 2021 et mi-2023. Nos conclusions, elles aussi, suggèrent des progrès lents parallèlement à des défis persistants. En principe, la plupart des Africains sont d'accord avec les objectifs de l'égalité des sexes, et beaucoup signalent même que l'égalité dans le monde du travail et les droits fonciers est en grande partie effective.

Mais dans les données relatives à l'expérience vécue des femmes – leur niveau d'instruction, leur statut professionnel, leur contrôle des ressources – les disparités hommes-femmes subsistent, affichant souvent peu de changement au cours de la dernière décennie (voir par exemple Lardies, Dryding, & Logan, 2019). Le soutien aux femmes en politique se heurte à des attentes de réactions négatives de la part de la communauté. Même la sécurité physique demeure une préoccupation majeure : La violence basée sur le genre se classe au premier rang des problèmes de droits des femmes auxquels les Africains disent que leur gouvernement et leur société doivent s'attaquer.

En résumé, transformer le soutien déclaré à l'égalité en une réalité ancrée dans la loi, dans l'acceptation sociale et dans la pratique quotidienne semble encore être une entreprise de longue haleine. Une note encourageante : Des majorités d'Africains estiment non seulement que leurs gouvernements travaillent assez bien à assurer l'égalité des sexes mais aussi qu'ils doivent en faire plus, reconnaissant ainsi que le travail est loin d'être achevé.

L'enquête Afrobarometer

Afrobarometer est un réseau panafricain et non-partisan de recherche par sondage qui produit des données fiables sur les expériences et appréciations des Africains, relatives à la démocratie, à la gouvernance et à la qualité de vie. Neuf rounds d'enquêtes ont été réalisés dans un maximum de 42 pays depuis 1999. Les enquêtes du Round 9 (2021/2023) couvrent 39 pays. (Voir le Tableau A.1 en annexe pour la liste des pays et des dates des travaux de terrain.)

Les partenaires nationaux d'Afrobarometer réalisent des entretiens en face à face dans la langue de choix du répondant avec des échantillons représentatifs au niveau national de 1.200 à 2.400 adultes qui produisent des résultats nationaux avec des marges d'erreur de +/-2 à +/-3 points de pourcentage à un taux de confiance de 95%.

Les données sont pondérées de façon à obtenir des échantillons nationaux représentatifs. Pour les moyennes multi-pays, tous les pays sont pondérés à égalité (plutôt que proportionnellement à la taille de la population).

Résultats clés

- Les Africains considèrent la violence basée sur le genre (VBG) comme le problème lié aux droits des femmes le plus important auquel leur gouvernement et leur société doivent s'attaquer, suivi par le nombre insuffisant de femmes occupant des postes influents au sein du gouvernement, l'inégalité d'accès à l'éducation et l'inégalité des opportunités dans le monde du travail.
 - Presque quatre citoyens sur 10 (38%) déclarent que la violence basée sur le genre est « assez courante » ou « très courante » dans leur communauté.
- Une grande majorité (75%) de citoyens, qui s'accroît lentement, estiment que les femmes devraient avoir les mêmes chances que les hommes d'être élues à des postes politiques.
 - Mais plus de la moitié (52%) affirment qu'une femme qui se présente à une élection risque d'être critiquée ou harcelée.

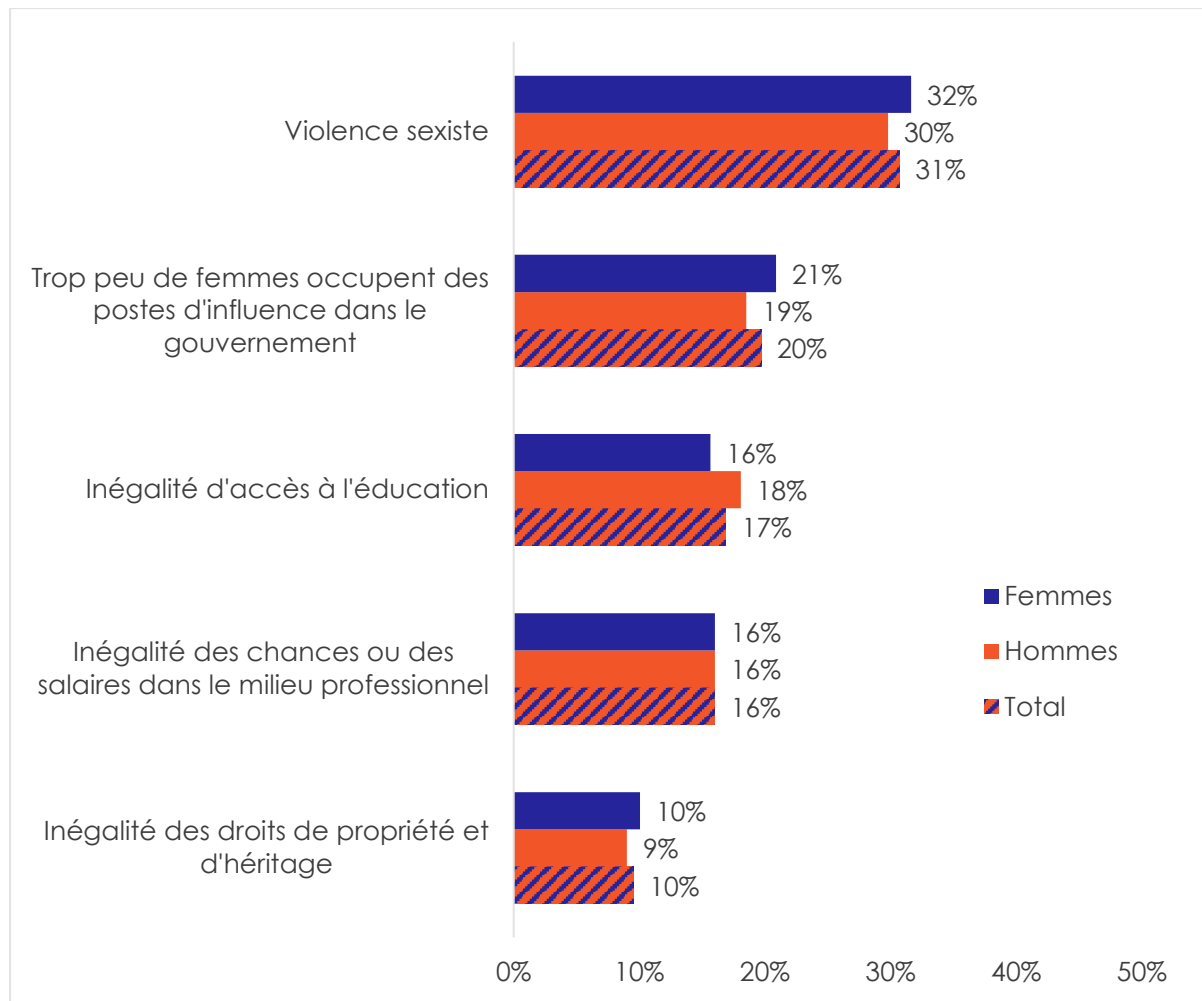
- Les femmes sont encore moins susceptibles que les hommes de participer à plusieurs formes d'engagement civique, y compris le vote.
- En moyenne, à travers 39 pays africains, les femmes sont moins susceptibles que les hommes d'avoir fait des études secondaires ou post-secondaires (51% contre 59%), un écart qui est encore plus important chez les plus jeunes bien que leurs niveaux d'éducation soient également plus élevés.
- Presque trois quarts (73%) des Africains estiment que les femmes devraient avoir les mêmes droits que les hommes en matière de propriété et d'héritage fonciers, bien que le soutien à l'égalité varie de 31% seulement en Mauritanie à 92% au Cabo Verde.
 - Une majorité plus faible (58%) de répondants soutiennent l'égalité des droits des femmes à l'emploi, mais là encore, l'opinion varie considérablement d'un pays à l'autre.
 - Environ sept citoyens sur 10 (69%) affirment que les femmes jouissent effectivement des mêmes droits que les hommes à l'emploi, mais ils sont moins nombreux (63%) à en dire autant pour ce qui est de la propriété foncière.
- Les femmes sont nettement moins nombreuses que les hommes à posséder des biens de production et d'information essentiels, tels que des véhicules à moteur (15% contre 31%), des radios (50% contre 65%) et des comptes bancaires (34% contre 43%).
 - De même, les femmes sont moins susceptibles que les hommes de déclarer qu'elles prennent elles-mêmes les décisions financières de leur ménage (35% contre 44%).
- Les gouvernements sont relativement bien notés pour leurs efforts de promotion de l'égalité des sexes, mais presque deux tiers (63%) des citoyens estiment que leurs gouvernements devraient en faire plus.

L'égalité des femmes : Le défi à relever

Le combat pour l'égalité des femmes se déroule sur de nombreux fronts : dans les foyers, les communautés et les écoles ; au sein des marchés, sur les lieux de travail et dans les entreprises ; dans les couloirs des parlements et des administrations. Parmi ces fronts de bataille, quels sont ceux que les Africains considèrent les plus importants dans la résolution de leurs problèmes d'inégalité ?

Nous avons demandé aux répondants laquelle des cinq questions liées aux droits des femmes et à l'égalité est la plus importante et à laquelle leur gouvernement et leur société doivent s'attaquer. La violence basée sur le genre (VBG) est la préoccupation la plus communément évoquée, identifiée par presque une personne sur trois (31%) comme priorité absolue (Figure 1). Viennent ensuite la marginalisation des femmes aux postes influents du gouvernement (20%), l'inégalité de leur accès à l'éducation (17%) et celle de leurs opportunités professionnelles (16%). Un sur 10 (10%) des répondants mentionnent l'inégalité des droits à la propriété et à l'héritage comme défi prioritaire.

Figure 1 : Les plus grands défis liés aux droits des femmes | 39 pays | 2021/2023



Question posée aux répondants : Selon vous, laquelle des questions suivantes liées à l'égalité des genres et aux droits des femmes est la plus importante à adresser par notre gouvernement et notre société ?

Les hommes et les femmes ont des opinions presque identiques sur ces questions, et il en va de même pour les habitants des zones rurales et ceux des zones urbaines (non illustré). Toutefois, les personnes qui vivent une grande pauvreté¹ sont nettement moins susceptibles que les répondants les plus riches de mentionner la VBG (26% contre 35%), et plus susceptibles de mettre en avant l'inégalité d'accès à l'éducation (20% contre 11%) (Figure 2). De même, les personnes non scolarisées sont beaucoup moins susceptibles de prioriser la violence basée sur le genre (21%) et accordent également une plus grande priorité à l'accès à l'éducation (24%).

¹ L'Indice de Pauvreté Vécue d'Afrobarometer mesure les niveaux de privation matérielle des répondants en demandant à quelle fréquence eux-mêmes ou leurs familles ont dû vivre sans les nécessités de base (assez de nourriture pour manger à sa faim, assez d'eau pour les besoins domestiques, les soins médicaux, assez de combustible pour la cuisson des repas, et un revenu en espèces) au cours de l'année précédente. Voir Mattes et Patel (2022) pour plus d'informations sur la pauvreté vécue.

Figure 2 : Les plus grands défis liés aux droits des femmes | par pauvreté vécue et éducation | 39 pays | 2021/2023



Question posée aux répondants : Selon vous, laquelle des questions suivantes liées à l'égalité des genres et aux droits des femmes est la plus importante à adresser par notre gouvernement et notre société ?

Les profils nationaux pourraient toutefois sensiblement différer de cette moyenne. La VBG est le problème le plus important dans 21 pays sur 39, et majoritairement considérée comme une priorité dans cinq d'entre eux : Le Cabo Verde (69%), le Lesotho (64%), le Botswana (59%), la Tunisie (56%) et la Namibie (52%) (Tableau 1). En revanche, cette question est à peine mentionnée en Mauritanie (5%) et constitue une moindre priorité dans un certain nombre d'autres pays d'Afrique de l'Ouest et d'Afrique Centrale. L'insuffisance des femmes à des postes influents au sein du gouvernement est le problème le plus important dans neuf pays, en tête desquels le Congo-Brazzaville (41%), tandis que l'inégalité d'accès à l'éducation est prioritaire dans six pays, dont plus d'un tiers en Guinée (38%), en Mauritanie (37%) et au Mali (36%). L'inégalité de traitement au travail est le principal problème dans quatre pays, en tête desquels le Gabon (30%).

Tableau 1 : Les plus grands défis liés aux droits des femmes | 39 pays | 2021/2023

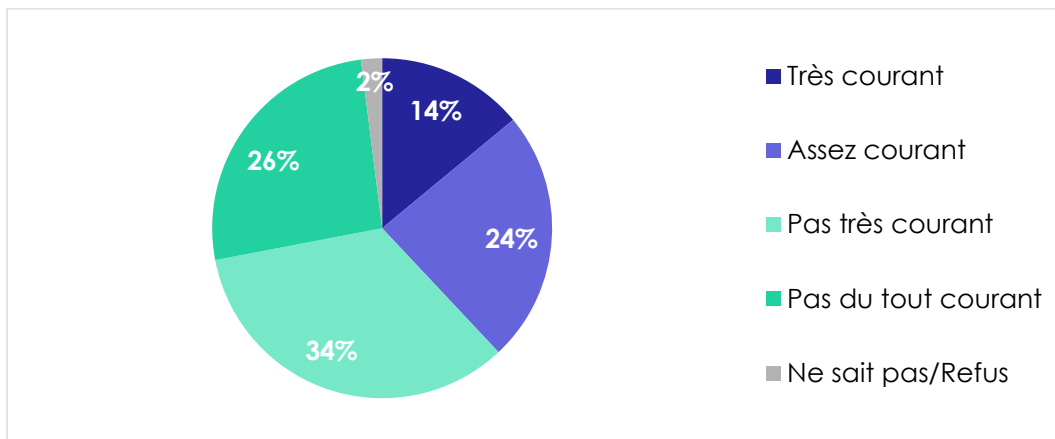
	Violence sexiste	Trop peu de femmes dans le gouvernement	Inégalité d'accès à l'éducation	Inégalité dans le milieu professionnel	Inégalité des droits de propriété et d'héritage
Cabo Verde	69%	10%	5%	13%	1%
Lesotho	64%	7%	7%	11%	9%
Botswana	59%	14%	4%	13%	6%
Tunisie	56%	7%	8%	17%	5%
Namibie	52%	11%	9%	9%	12%
Tanzanie	49%	12%	12%	5%	16%
Afrique du Sud	48%	15%	9%	12%	10%
Libéria	47%	20%	19%	9%	5%
Malawi	44%	16%	15%	16%	6%
Ouganda	42%	12%	15%	10%	16%
Eswatini	41%	22%	5%	14%	15%
São Tomé et Príncipe	41%	16%	7%	18%	4%
Kenya	35%	14%	21%	14%	12%
Maurice	34%	27%	2%	17%	5%
Zimbabwe	34%	28%	7%	6%	17%
Sierra Leone	33%	17%	25%	12%	7%
Zambie	29%	18%	25%	17%	5%
Mali	26%	9%	36%	11%	10%
Ethiopie	25%	17%	15%	20%	17%
Maroc	24%	14%	13%	28%	6%
Cameroun	23%	29%	18%	13%	15%
Mozambique	23%	21%	13%	18%	14%
Angola	23%	15%	18%	17%	7%
Sénégal	22%	26%	13%	27%	7%
Soudan	21%	18%	29%	16%	5%
Gambie	21%	14%	29%	14%	6%
Seychelles	21%	13%	6%	15%	3%
Madagascar	20%	25%	13%	25%	15%
Congo-Brazzaville	20%	41%	11%	18%	10%
Ghana	19%	29%	19%	22%	6%
Nigéria	18%	29%	20%	16%	9%
Gabon	17%	29%	16%	30%	6%
Niger	17%	18%	29%	18%	10%
Bénin	16%	25%	20%	13%	21%
Côte d'Ivoire	16%	29%	25%	15%	14%
Togo	15%	27%	22%	21%	11%
Burkina Faso	14%	26%	23%	18%	18%
Guinée	12%	23%	38%	17%	10%
Mauritanie	5%	26%	37%	23%	3%
Moyenne des 39 pays	31%	20%	17%	16%	10%
	Plus importante question		Deuxième plus importante question		

La prévalence de la violence basée sur le genre

Les experts pensent que les taux de VBG en Afrique sont parmi les plus élevés au monde (Zegeye et al., 2022), estimant que pas moins d'une femme sur trois subira des violences physiques ou sexuelles au cours de sa vie (CEA, 2023). Mais les recherches sur les perspectives locales en la matière sont encore limitées. Afrobarometer a inclus des questions sur ce sujet pour la première fois dans le Round 9.

Nous constatons que près de quatre Africains sur 10 (38%) affirment que la VBG est soit « plutôt courante » (24%), soit « très courante » (14%) dans leurs communautés (Figure 3). Cette proportion va de 62% en Angola et 57% en Namibie à des niveaux plus modestes – mais tout de même assez inquiétants – de 19% en Tanzanie et 21% au Ghana. En outre, la majorité des répondants (52%) estiment que les femmes qui signalent des cas de VBG à la police risquent d'être « critiquées, harcelées ou humiliées par d'autres membres de la communauté ». Plus positivement, pas moins de huit répondants sur 10 (81%) ont la conviction que la police prendra au sérieux de telles dénonciations.²

Figure 3 : Fréquence de violence basée sur le genre | 39 pays | 2021/2023



Question posée aux répondants : Dans cette localité, dans quelle mesure pensez-vous qu'il est courant pour les hommes d'utiliser la violence contre les femmes et les filles à la maison ou dans la communauté ?

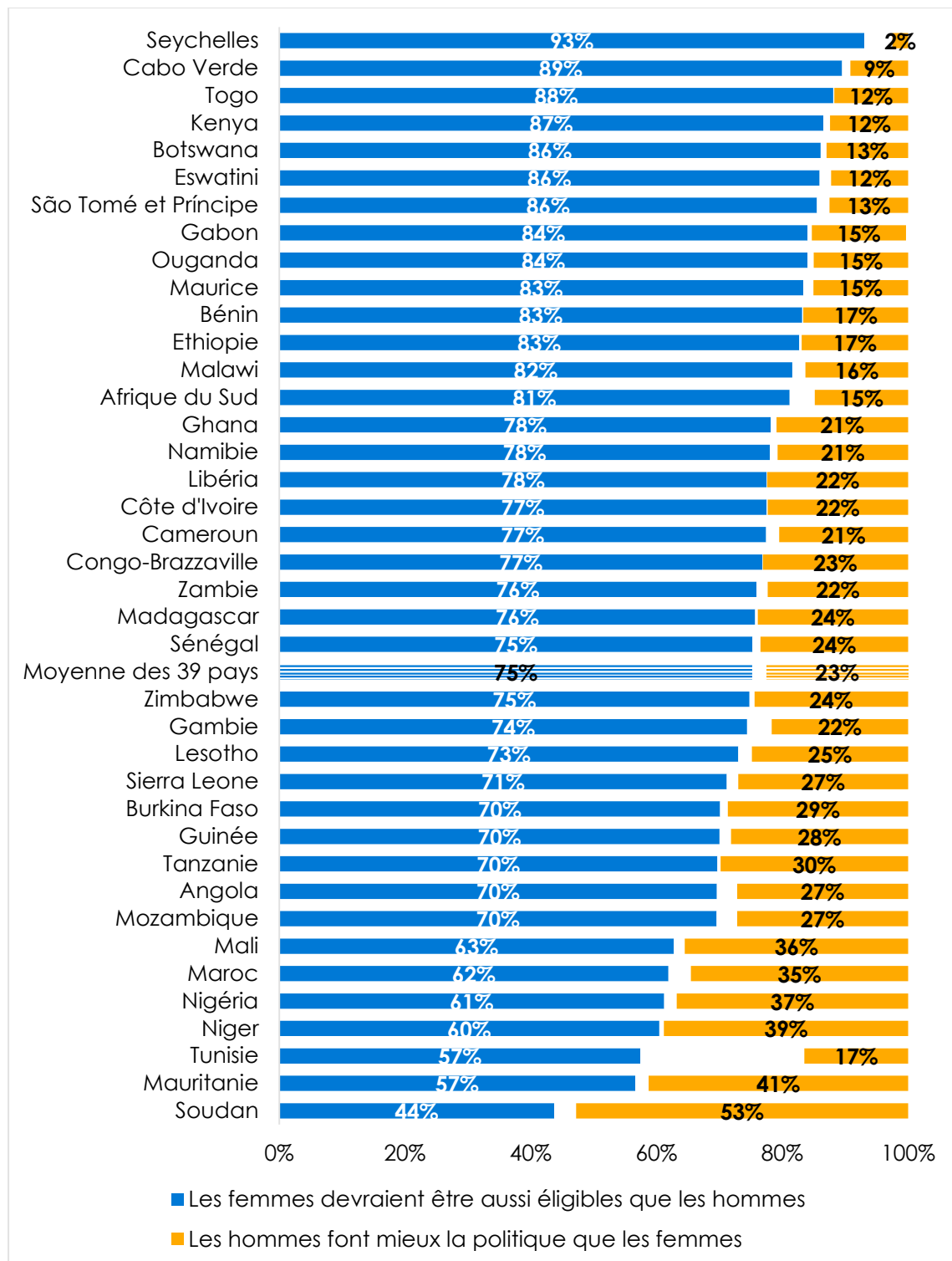
Les femmes en politique et au sein du gouvernement

Dans la plupart des pays africains, l'accès relativement faible des femmes aux sphères du pouvoir est considéré comme un obstacle majeur à la promotion de l'égalité des sexes. Les hommes continuent de surpasser les femmes dans une proportion de 3 contre 1 en ce qui concerne les sièges parlementaires et les postes ministériels sur le continent (CEA, 2023 ; ONU Femmes, 2023). Bien que de nombreux hommes partagent l'aspiration à l'égalité, les voix, les votes et le leadership des femmes seront probablement déterminants pour accorder à cette question l'attention et l'action nécessaires pour accélérer le rythme du changement. Quels sont les facteurs qui freinent les femmes ?

En moyenne, à travers l'Afrique, trois quarts (75%) des citoyens affirment que les femmes devraient avoir les mêmes chances que les hommes de briguer un poste politique. Cette opinion est majoritaire dans tous les pays sondés, à l'exception du Soudan, où une faible majorité (53%) de citoyens estiment que les hommes sont de meilleurs dirigeants politiques et qu'ils devraient donc être prioritaires pour se porter candidats (Figure 4).

² Pour des résultats plus détaillés sur le module spécial de questions sur les VBG inclus dans le Round 9 d'Afrobarometer, voir M'Cormack-Hale, Patel, et Diouf (2023).

Figure 4 : Les femmes devraient-elles avoir la même chance que les hommes d'être élues à des postes politiques ? | 39 pays | 2021/2023

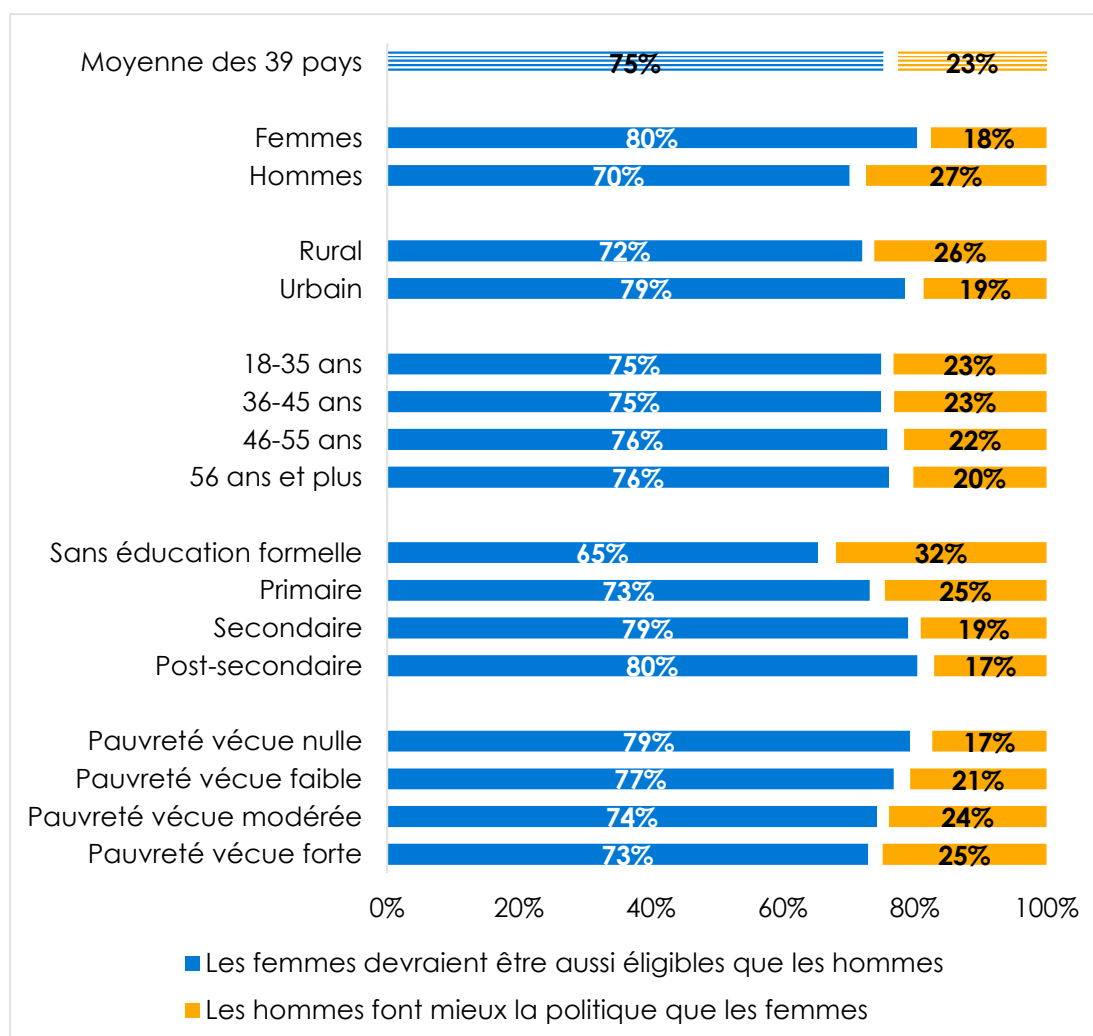


Question posée aux répondants : Laquelle des affirmations suivantes est la plus proche de votre opinion ?
 Affirmation 1 : Les hommes font mieux la politique que les femmes, et devraient être seuls à être élus à des postes politiques.

Affirmation 2 : Les femmes devraient être aussi éligibles à des postes politiques que les hommes.
 (% qui sont « d'accord » ou « tout à fait d'accord » avec chaque affirmation)

Plus de femmes (80%) que d'hommes (70%) approuvent l'égalité des sexes en politique, mais de grandes majorités des groupes démographiques clés sont d'accord (Figure 5). Les citoyens qui ont fait des études supérieures (80%), ceux qui sont financièrement plus aisés (79%) et les citoyens (79%) sont plus susceptibles de partager cette perception que leurs compatriotes moins instruits, plus pauvres et vivant en milieu rural. Il n'y a cependant pas de clivage générationnel dans ces attitudes : Les Africains de tous âges sont pareillement favorables à l'égalité des sexes en politique.

Figure 5 : Les femmes devraient-elles avoir la même chance que les hommes d'être élues à des postes politiques ? | par groupe démographique | 39 pays | 2021/2023

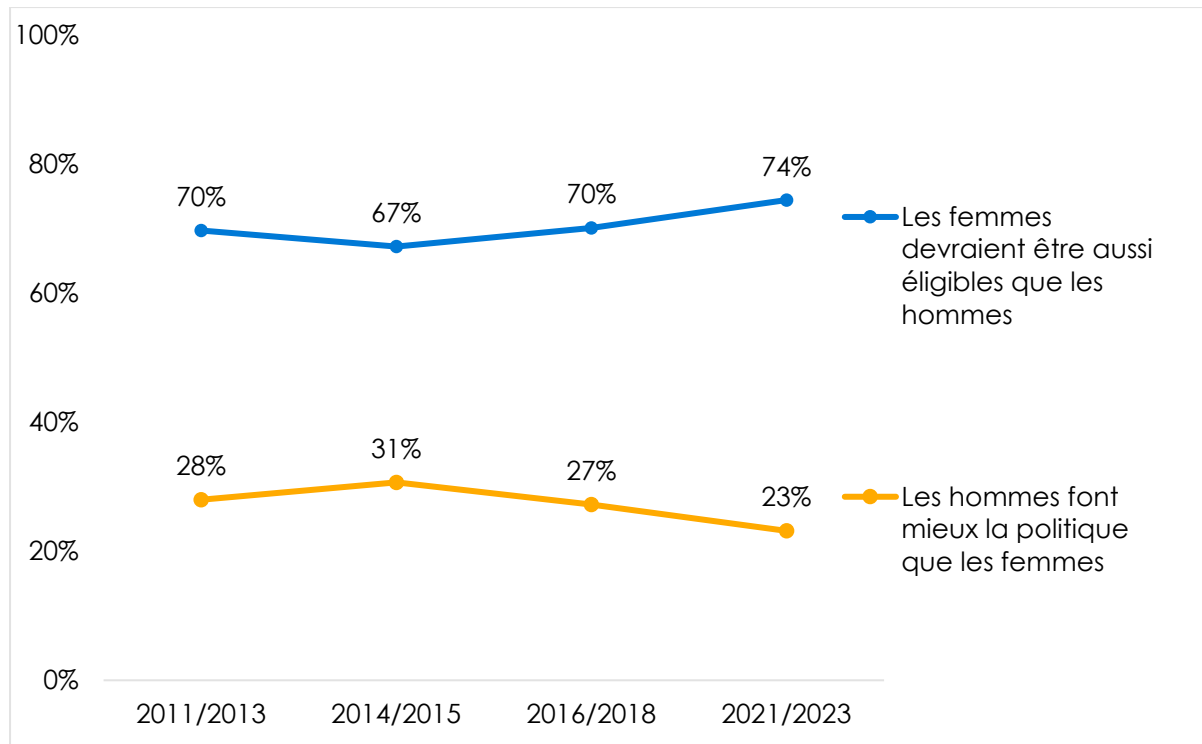


Question posée aux répondants : Laquelle des affirmations suivantes est la plus proche de votre opinion ?
 Affirmation 1 : Les hommes font mieux la politique que les femmes, et devraient être seuls à être élus à des postes politiques.

Affirmation 2 : Les femmes devraient être aussi éligibles à des postes politiques que les hommes.
 (% qui sont « d'accord » ou « tout à fait d'accord » avec chaque affirmation)

Au cours de la dernière décennie, ce soutien déjà marqué pour les femmes en politique s'est encore renforcé, gagnant 4 points de pourcentage à travers 30 pays depuis 2011/2013 (Figure 6). Un seul pays, la Tanzanie, a connu une baisse substantielle (-11 points), tandis que 18 pays ont enregistré des hausses d'au moins 4 points, et que le Bénin (+10), le Kenya (+11), le Sénégal (+11) et l'Ouganda (+17) ont connu des hausses à deux chiffres (non illustré).

Figure 6 : Les femmes devraient-elles avoir la même chance que les hommes d’être élues à des postes politiques ? | 30 pays | 2011-2023

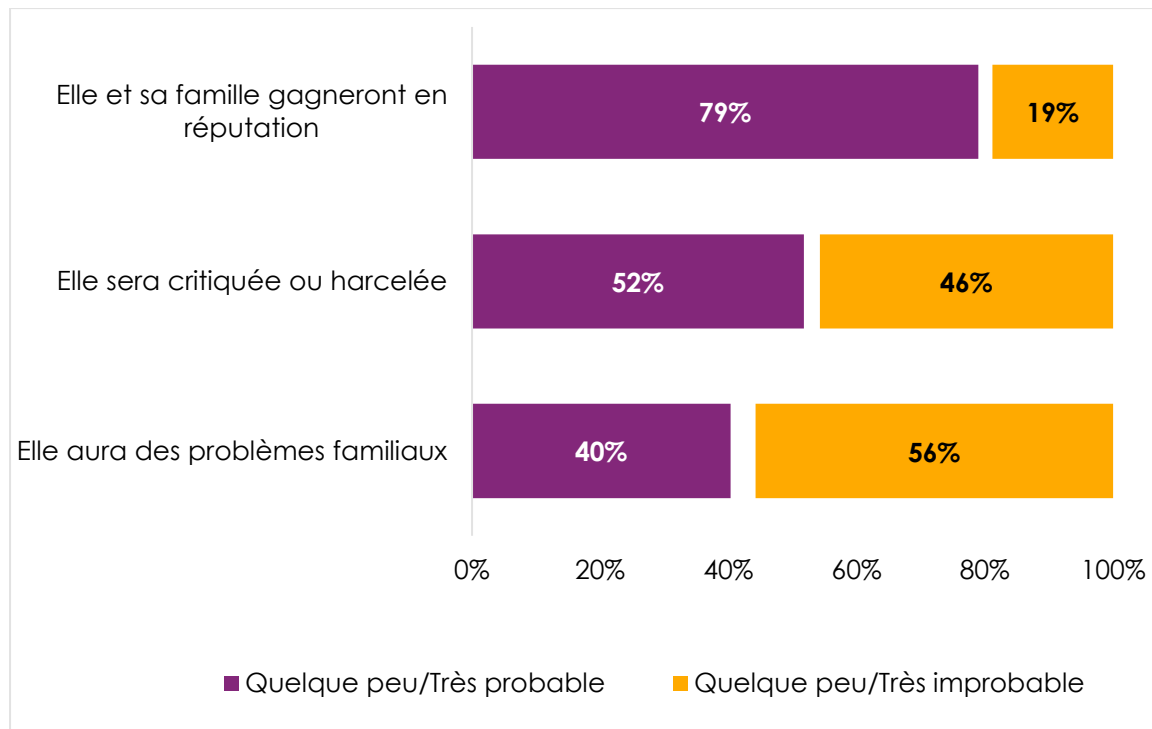


Question posée aux répondants : Laquelle des affirmations suivantes est la plus proche de votre opinion ?
 Affirmation 1 : Les hommes font mieux la politique que les femmes, et devraient être seuls à être élus à des postes politiques.
 Affirmation 2 : Les femmes devraient être aussi éligibles à des postes politiques que les hommes.
 (% qui sont « d'accord » ou « tout à fait d'accord » avec chaque affirmation)

Mais ce n'est pas toujours aussi simple. Même si elle pense que les électeurs lui accorderont la même considération qu'à un candidat masculin, une femme peut être davantage encouragée à se présenter à une élection – ou découragée de le faire – par d'autres conséquences relatives à sa candidature.

Sur un plan positif, huit citoyens africains sur 10 (79%) pensent qu'une femme gagnera en réputation au sein de la communauté si elle se présente à une élection. Mais plus de la moitié d'entre eux (52%) pensent également qu'elle risque d'être critiquée, injuriée ou harcelée, et 40% disent qu'elle risque d'avoir des problèmes avec sa famille (Figure 7). La prévalence de ces attentes négatives pourrait conforter certaines femmes dans leurs réticences à se lancer dans la course.

Figure 7 : Pour le meilleur ou pour le pire : Comment se présenter aux élections pourrait affecter la vie des femmes ? | 39 pays | 2021/2023



Questions posées aux répondants : Si une femme de votre communauté se présente aux élections, dans quelle mesure est-il probable ou improbable que les choses suivantes se produisent :
 Elle et sa famille gagneront en réputation dans la communauté ?
 Elle sera critiquée, insultée ou harcelée par d'autres membres de la communauté ?
 Elle aura des problèmes avec sa famille ?

L'opinion selon laquelle une femme et sa famille gagneront en prestige au sein de la communauté si elle se présente à un poste électif est commune à plus de six citoyens sur 10 dans l'ensemble des 39 pays, et dépasse les 80% dans 21 d'entre eux (Tableau 2). Le consensus est le plus fort en Tanzanie (92%), au Gabon (90%) et en Ouganda (90%).

Dans le même temps, des majorités dans 25 pays s'attendent à ce que d'autres personnes critiquent ou harcèlent les candidates. Plus de huit Tunisiens sur 10 (85%) considèrent cela probable, dépassant de loin tous les autres pays.

Ils sont moins nombreux à anticiper des problèmes familiaux, dont seulement un Sierra-Léonais (21%) et un Seychellois (19%) sur cinq. Dans sept pays, une courte majorité de citoyens s'attendent néanmoins à des problèmes familiaux : Le Zimbabwe (54%), le Libéria (54%), la Tunisie (52%), le Niger (52%), le Lesotho (52%), l'Afrique du Sud (51%) et le Mozambique (51%).

Il n'y a que quelques pays où la situation est constamment bonne – c'est-à-dire avec des attentes élevées de résultats positifs et de faibles attentes de résultats négatifs – pour les femmes qui se lancent en politique. En Tanzanie, à Maurice, au Malawi et au Congo-Brazzaville, plus de 80% anticipent des conséquences positives et moins de 40% prévoient l'un ou l'autre résultat négatif. Les attentes des Seychellois quant à une amélioration de leur position sont quelque peu moins élevées (69%), mais ils sont les moins susceptibles de prédire des résultats négatifs.

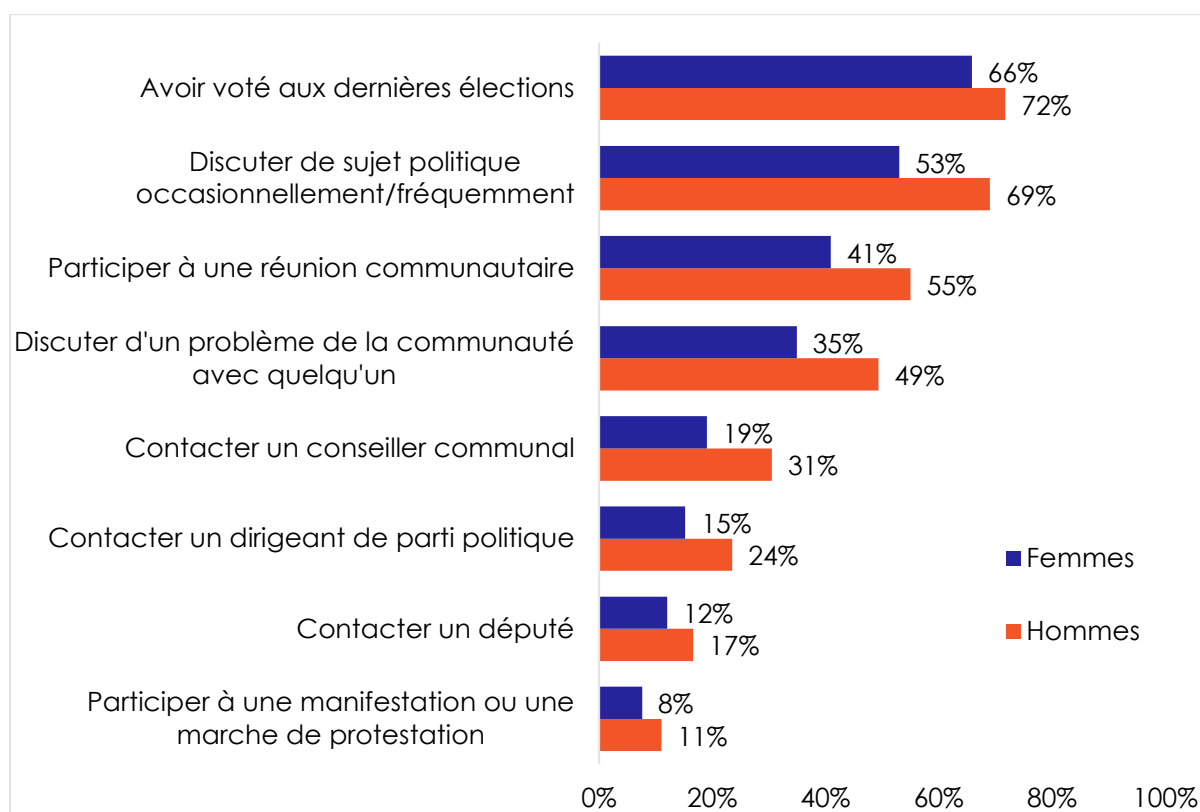
Inversement, des majorités anticipent les deux résultats négatifs pour les femmes dans sept pays, au premier rang desquels la Tunisie et le Libéria.

Tableau 2 : Conséquences quelque peu/très probables pour les femmes qui se présentent aux élections | 39 pays | 2021/2023

	Conséquences positives		Conséquences négatives	
	Gain en réputation	Critique/Harcèlement	Problèmes familiaux	
Tanzanie	92%	38%	35%	
Gabon	90%	60%	40%	
Ouganda	90%	51%	46%	
Togo	89%	55%	42%	
Madagascar	89%	54%	31%	
Maroc	87%	46%	35%	
Maurice	86%	36%	31%	
São Tomé et Príncipe	86%	56%	40%	
Ghana	86%	42%	35%	
Libéria	86%	65%	54%	
Zimbabwe	85%	58%	54%	
Cameroun	85%	61%	45%	
Cabo Verde	85%	67%	49%	
Tunisie	84%	85%	52%	
Côte d'Ivoire	84%	58%	28%	
Malawi	83%	37%	31%	
Bénin	83%	60%	41%	
Congo-Brazzaville	83%	34%	33%	
Sierra Leone	82%	42%	21%	
Zambie	81%	43%	33%	
Mali	81%	50%	46%	
Sénégal	79%	50%	44%	
Nigéria	79%	47%	38%	
Gambie	78%	60%	40%	
Soudan	78%	59%	48%	
Kenya	77%	53%	40%	
Niger	77%	56%	52%	
Ethiopie	76%	47%	44%	
Lesotho	72%	60%	52%	
Burkina Faso	72%	60%	38%	
Afrique du Sud	70%	59%	51%	
Seychelles	69%	31%	19%	
Namibie	68%	46%	40%	
Eswatini	68%	45%	45%	
Mozambique	66%	57%	51%	
Mauritanie	65%	51%	34%	
Guinée	64%	50%	39%	
Botswana	63%	43%	40%	
Angola	62%	51%	40%	
Moyenne des 39 pays	79%	52%	40%	
	90+%	<30%		
	80%-89%	30%-39%		
	70%-79%	40%-49%		
	<70%	50%-59%		
		60+%		

Les femmes participent bien évidemment à la vie politique non seulement en qualité de personnalités politiques, mais aussi en leur qualité de citoyennes ordinaires, et d'importantes disparités subsistent de ce côté-là également. Les femmes sont généralement moins susceptibles que les hommes de participer à toute forme d'engagement civique et politique mesurée par Afrobarometer. Ce fossé représente 6 points de pourcentage pour la participation aux élections (66% pour les femmes, contre 72% pour les hommes) et est nettement plus important pour plusieurs autres méthodes clés d'exercice de responsabilités politiques, notamment le fait de se joindre à d'autres personnes pour aborder des questions (35% pour les femmes contre 49% pour les hommes) et de contacter les conseillers municipaux (19% contre 31%) (Figure 8).

Figure 8 : Ecart de participation | par sexe | 39 pays | 2021/2023



Questions posées aux répondants :

Lors des dernières élections nationales, tenues en [20XX], avez-vous voté ou non, ou étiez-vous trop jeune pour voter ? Ou ne vous souvenez-vous pas si vous avez voté ? (Les répondants qui étaient trop jeunes pour voter sont exclus.)

Voici une liste d'actions que les gens mènent parfois en tant que citoyens. Pour chacune d'entre elles, veuillez me dire si vous l'avez personnellement menée au cours des 12 derniers mois :

Participer à une réunion communautaire ? Rencontrer d'autres personnes pour aborder un problème ? Contacter votre conseiller communal ? Contacter un responsable d'un parti politique ? Contacter votre député ? Participer à une manifestation ou une marche de protestation ? (% qui disent « une ou deux fois », « quelques fois » ou « souvent »)

Lorsque vous êtes avec vos amis ou votre famille, à quelle fréquence diriez-vous que vous discutez de questions politiques ?

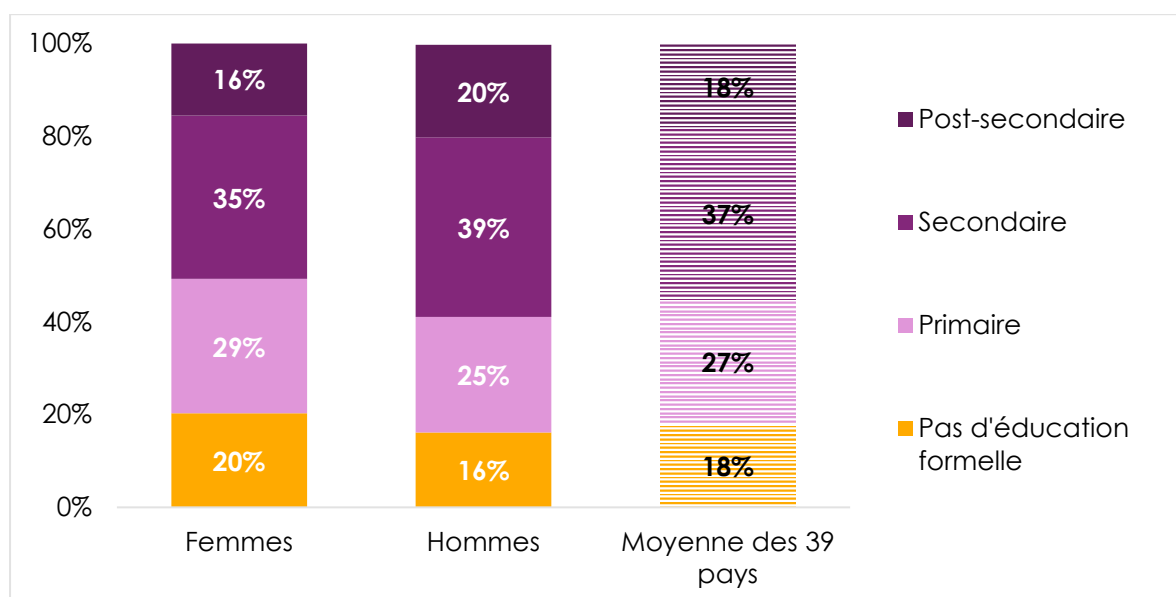
Niveau d'instruction

Le niveau d'instruction s'est considérablement amélioré en Afrique au cours de la dernière décennie, même si certains pays demeurent confrontés à des difficultés (Evans & Acosta, 2020). Les disparités entre sexes semblent constituer un problème particulièrement persistant.

En moyenne, à travers 39 pays africains, les femmes sont quelque peu moins susceptibles que les hommes d'être titulaires de diplômes post-secondaires (16% contre 20%) ou d'avoir fait des études secondaires (35% contre 39%), et plus susceptibles de n'avoir fait que des études primaires (29% contre 25%) ou de n'avoir pas été scolarisées (20% contre 16%) (Figure 9).

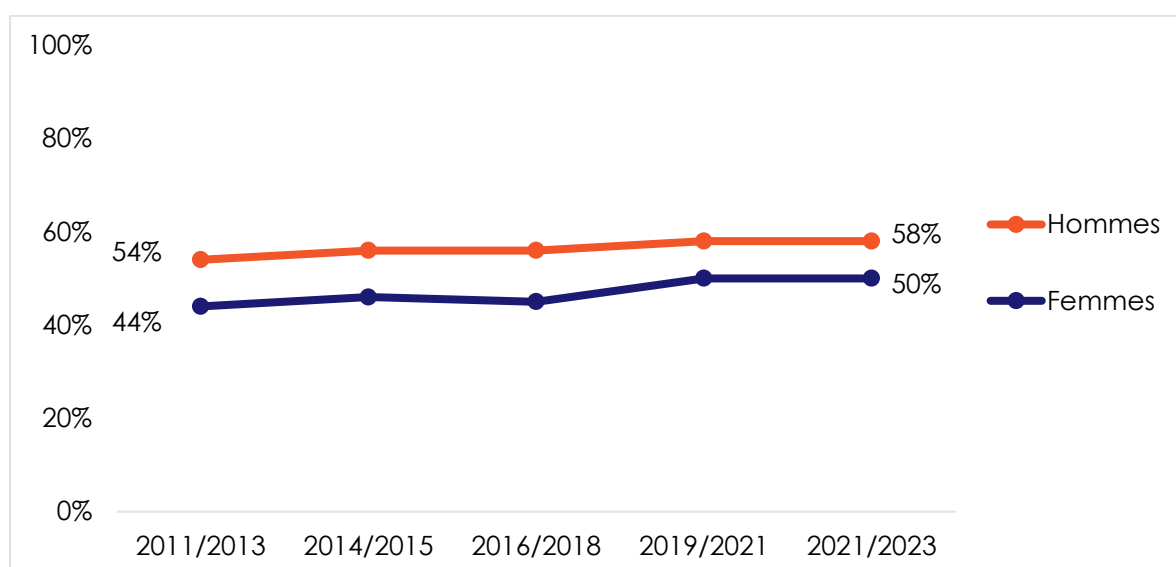
Par ailleurs, s'il est vrai qu'Afrobarometer enregistre des progrès significatifs à travers 30 pays au cours de la dernière décennie en termes de scolarisation tant pour les hommes que pour les femmes, le fossé entre les sexes est resté relativement constant. Pour ce qui est du niveau d'instruction secondaire ou post-secondaire, l'écart ne s'est réduit que de façon très marginale, de 10 points de pourcentage en 2011/2013 à 8 points en 2021/2023 (Figure 10).

Figure 9 : Niveau d'éducation | par sexe | 39 pays | 2021/2023



Question posée aux répondants : Quel est votre plus haut niveau d'instruction ?

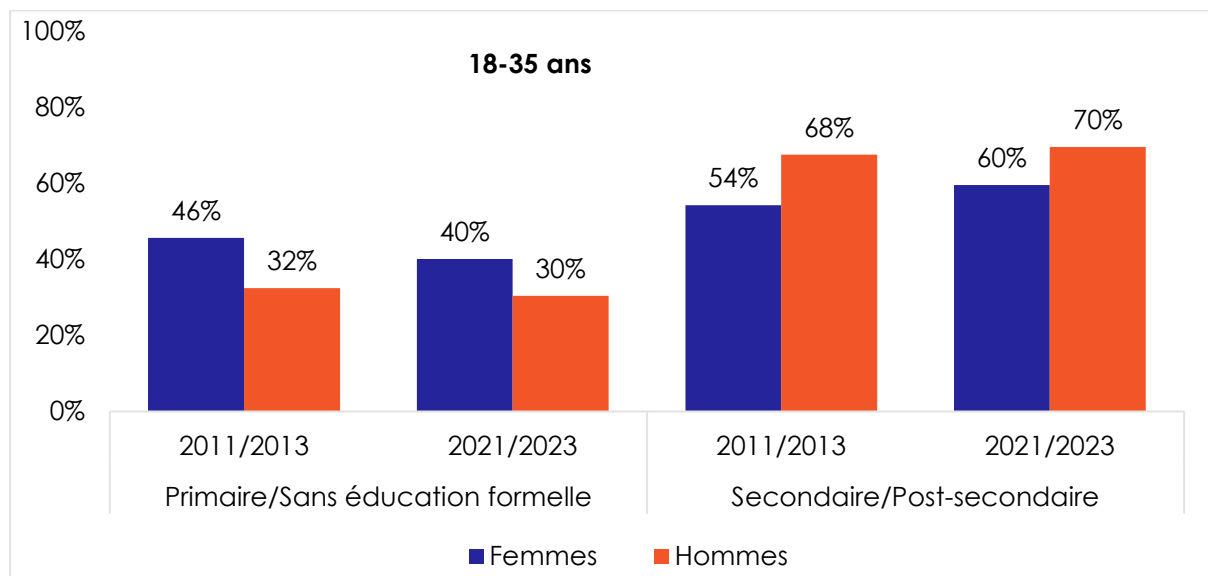
Figure 10 : Tendence du niveau d'éducation | par sexe | 30 pays | 2011-2023



Question posée aux répondants : Quel est votre plus haut niveau d'instruction ? (% qui disent qu'ils ont le niveau secondaire ou post-secondaire d'éducation)

L'histoire devient un peu plus complexe lorsque l'on se concentre uniquement sur la cohorte la plus jeune de 18 à 35 ans. Le niveau de scolarité global est plus élevé dans cette cohorte que parmi leurs aînés, et a légèrement augmenté, passant de 60% de titulaires de diplômes secondaires/post-secondaires en 2011/2013 à 64% en 2021/2023 (non illustré). Mais l'écart entre les sexes est en réalité plus large pour ce groupe que pour les autres cohortes – 10 points de pourcentage en 2021/2023, bien qu'il se soit rétréci par rapport à 14 points en 2011/2013 (Figure 11). Pour parvenir à la parité académique hommes-femmes, il faudra manifestement déployer des efforts plus énergiques pour stimuler la participation des filles et des jeunes femmes.

Figure 11 : Tendances du niveau de scolarité des 18-35 ans | par sexe | 30 pays | 2011-2023



Question posée aux répondants : *Quel est votre plus haut niveau d'instruction ?*

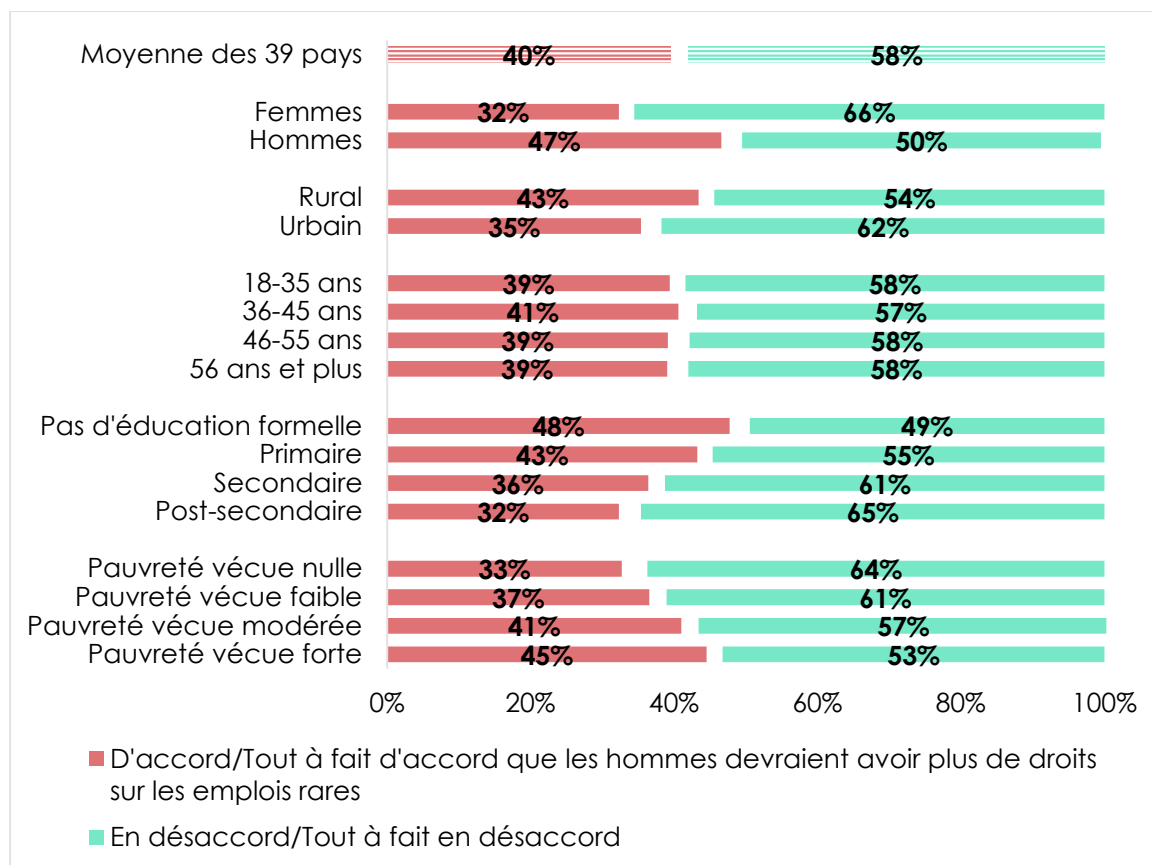
L'(in)égalité économique

Nous abordons enfin la question de l'(in)égalité économique. La Banque Africaine de Développement et la CEA (2020) signalent que les défis auxquels les femmes sont confrontées dans le domaine économique sont comparables à ceux qu'elles rencontrent en politique et dans l'administration. Les statistiques indiquent toujours que les femmes sont sous-représentées parmi les cadres et les professionnels, et surreprésentées parmi les chômeurs, les travailleurs sous-employés et les travailleurs précaires.

Les Africains souhaitent-ils l'égalité des sexes en matière d'emploi, d'opportunités économiques et de contrôle des moyens de production ? Pensent-ils y parvenir ?

A commencer par le domaine du travail, nous observons que quatre Africains sur 10 (40%) affirment que les hommes devraient avoir plus de droits que les femmes en matière d'emploi si le travail est rare, bien qu'une majorité (58%) de répondants rejettent cette forme de discrimination basée sur le genre (Figure 12). Les hommes (50%) sont nettement moins nombreux que les femmes (66%) à insister sur l'égalité des sexes sur le marché du travail. Le soutien à l'égalité à l'embauche augmente avec le niveau d'instruction des répondants, allant de 49% de ceux qui n'ont pas été scolarisés à 65% de ceux qui ont un diplôme d'études supérieures, ainsi qu'avec le statut économique des répondants, allant de 53% parmi les plus pauvres à 64% parmi les plus aisés. Les citadins (62%) sont plus susceptibles d'approuver l'égalité des perspectives d'embauche que leurs concitoyens des zones rurales, mais ici encore, les opinions ne diffèrent pas en fonction de la tranche d'âge.

Figure 12 : Les hommes devraient-ils avoir la priorité pour les emplois rares ?
 | par groupe démographique | 39 pays | 2021/2023



Question posée aux répondants : Pour l'affirmation suivante, veuillez me dire si vous êtes d'accord ou non : Lorsque l'emploi se fait rare, les hommes devraient plus avoir le droit à un emploi que les femmes ?

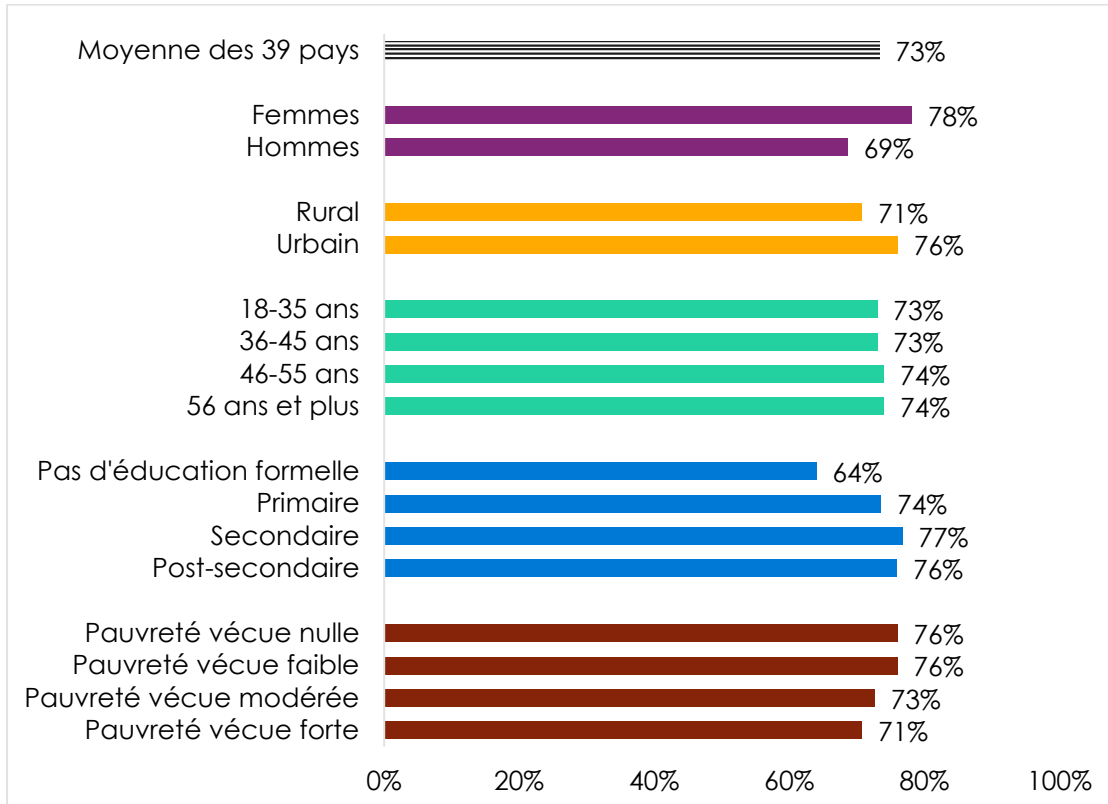
Qu'en est-il de l'accès aux ressources économiques, et en particulier à l'actif le plus important, le foncier ? Dans une grande partie de l'Afrique, les femmes ont été confrontées à des inégalités flagrantes en matière de droits de propriété et d'héritage. Dans de nombreuses sociétés africaines, la propriété, en particulier foncière, est essentiellement détenue par les hommes : « La terre appartient à l'homme, le produit de la terre à la femme », selon un dicton courant (Arekapudinayda & Almodóvar-Reteguis, 2020). Traditionnellement, même une veuve peut ne pas hériter des terres de son défunt mari, qui pourraient être transmises aux frères de ce dernier ou à d'autres membres de la famille de sexe masculin. Si la législation en matière de succession évolue progressivement pour accroître les droits de propriété des femmes, la CEA (2023) estime qu'aujourd'hui encore, seuls 15% des propriétaires fonciers en Afrique subsaharienne sont des femmes. Pour atteindre l'objectif de l'Agenda 2063 consistant à accroître la propriété foncière des femmes, il faudra un mélange complexe de réformes juridiques et de changements dans la sensibilisation et les normes sociales qui renforceront la capacité des femmes à revendiquer leurs droits et la disposition de la société à les faire respecter (Lwabukuna, 2023).

Si les lois et les pratiques ont évolué par endroits, quels sont les points de vue de la population sur ces questions ?

En moyenne, à travers 39 pays, presque trois quarts (73%) des Africains sont en faveur de l'égalité des droits des femmes en matière de propriété et de succession foncières. Ici aussi,

les hommes (69%) sont moins susceptibles que les femmes (78%) de croire en l'égalité (Figure 13). Le soutien à l'égalité dans la propriété foncière est significativement plus faible parmi les répondants non scolarisés (64%, contre 74%-77% parmi les citoyens plus instruits), parmi les citoyens les plus pauvres (71%, contre 76% des citoyens les plus nantis), et dans les zones rurales (71%, contre 76% dans les villes).

Figure 13 : Les femmes devraient avoir les mêmes droits que les hommes à la terre
 | par groupe démographique | 39 pays | 2021/2023



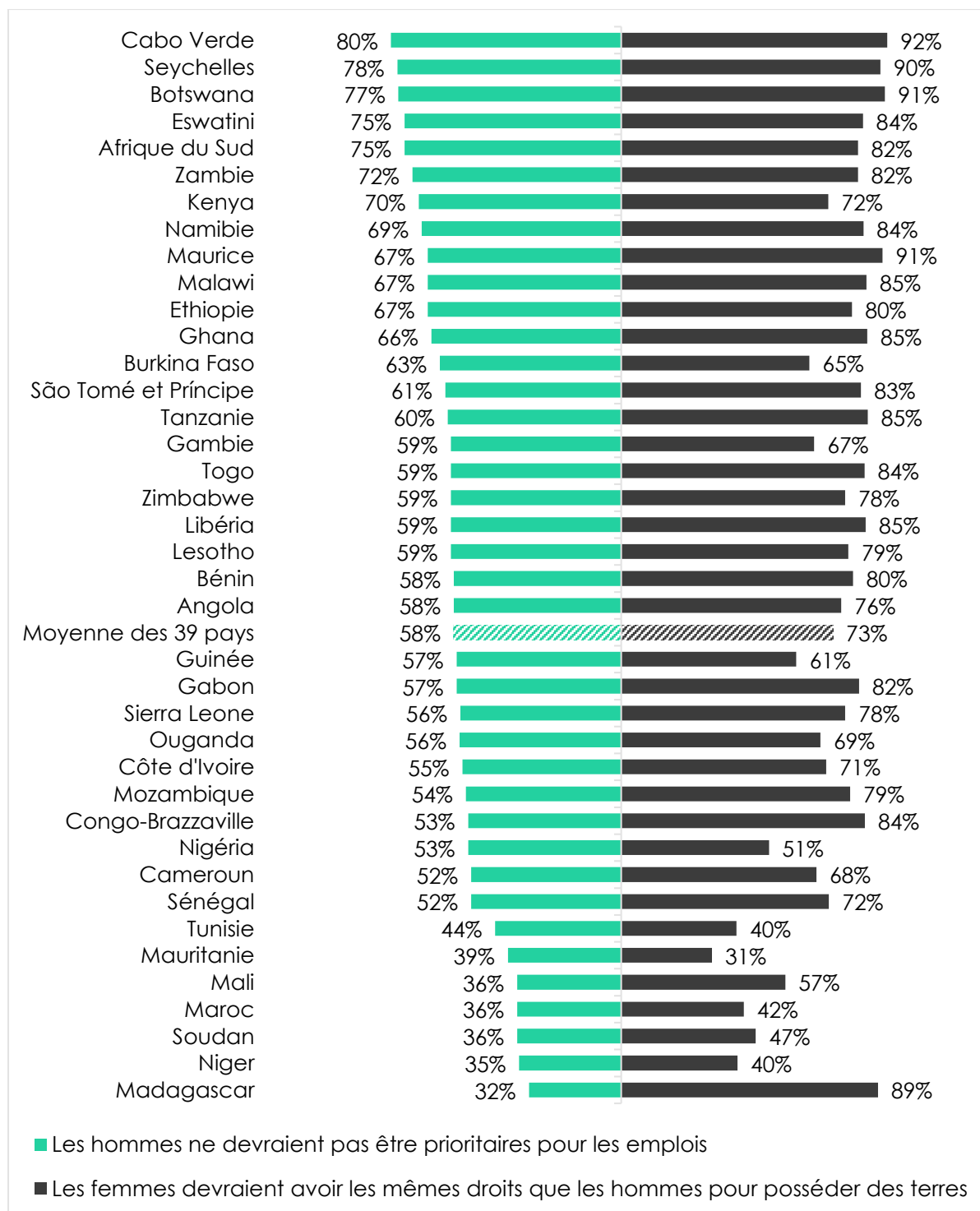
Question posée aux répondants : Pour l'affirmation suivante, veuillez me dire si vous êtes d'accord ou non : Les femmes devraient avoir les mêmes droits de possession ou de succession que les hommes, en ce qui concerne le foncier ? (% qui sont « d'accord » ou « tout à fait d'accord »)

Le soutien à l'égalité des sexes en matière d'embauche et de propriété foncière varie considérablement d'un pays à l'autre (Figure 14). Tandis que plus de trois quarts des habitants du Cabo Verde (80%) et des Seychellois (78%) condamnent la discrimination sexuelle dans l'emploi, seul un tiers environ des répondants à Madagascar (32%) et au Niger (35%) sont de cet avis.

Le fossé entre les pays est encore plus grand en ce qui concerne le soutien à l'égalité en matière de propriété foncière, allant de seulement 31% en Mauritanie à plus de neuf sur 10 au Cabo Verde (92%), au Botswana (91%) et à Maurice (91%).

Le plus grand soutien à l'égalité en matière de droits fonciers qu'en matière d'embauche – un écart de 15 points en moyenne – subsiste dans 35 des 39 pays, Madagascar en étant l'exemple extrême : 89% approuvent l'égalité des droits fonciers, contre seulement 32% qui souhaitent l'égalité des sexes à l'embauche – soit un écart de 57 points de pourcentage. Seules la Mauritanie et la Tunisie enregistrent un soutien quelque peu plus important en faveur de l'égalité à l'embauche, tandis que l'égalité dans les deux secteurs est à peu près aussi populaire au Burkina Faso et au Nigéria.

Figure 14 : Les femmes devraient-elles avoir les mêmes droits que les hommes à l'emploi et à la terre ? | 39 pays | 2021/2023



Questions posées aux répondants : Pour l'affirmation suivante, veuillez me dire si vous êtes d'accord ou non :

Lorsque l'emploi se fait rare, les hommes devraient plus avoir le droit à un emploi que les femmes ? (% qui sont « en désaccord » ou « tout à fait en désaccord »)

Les femmes devraient avoir les mêmes droits de possession ou de succession que les hommes, en ce qui concerne le foncier ? (% qui sont « d'accord » ou « tout à fait d'accord »)

Si la majorité des Africains affirment que les femmes devraient avoir les mêmes droits à l'emploi et à la terre, l'égalité a-t-elle été atteinte ? Plus de six Africains sur 10 pensent que oui : 69% disent que les femmes ont les mêmes chances que les hommes d'obtenir un emploi rémunéré, tandis que 63% pensent que les femmes ont les mêmes chances de posséder des terres et d'en hériter (Figure 15).

Mais les profils nationaux sur ces questions varient considérablement. Les Malgaches, Tanzaniens, Togolais et Mauriciens sont les plus confiants dans le fait que l'égalité économique est une réalité pour les femmes dans leur pays. Des majorités déclarent que les femmes ont un accès équitable à l'emploi dans tous les pays sauf deux : le Nigéria (44%) et le Soudan (48%). Toutefois, moins de la moitié des citoyens de 12 pays affirment que les femmes ont des chances égales de posséder des terres et d'en hériter, dont seulement trois sur 10 Mauritaniens (31%) et Nigériens (30%).

Le Soudan et le Nigéria sont les seuls pays où moins de la moitié des citoyens considèrent que l'égalité des sexes est une réalité en matière d'embauche et de propriété foncière.

Aux yeux des citoyens, l'égalité des sexes à l'embauche ne va pas toujours de pair avec l'égalité des sexes en matière de propriété foncière. En Mauritanie, par exemple, 66% des répondants affirment que les femmes et les hommes ont les mêmes chances d'obtenir un emploi rémunéré, mais ils ne sont que 31% à en dire autant en ce qui concerne la propriété ou la succession foncières, soit un écart de 35 points de pourcentage. Nous constatons des écarts aussi importants – la propriété foncière étant toujours moins équitable que les emplois – au Maroc (28 points), au Sénégal (26 points), au Burkina Faso (24 points), en Tunisie (24 points), au Zimbabwe (22 points) et en Ouganda (21 points).

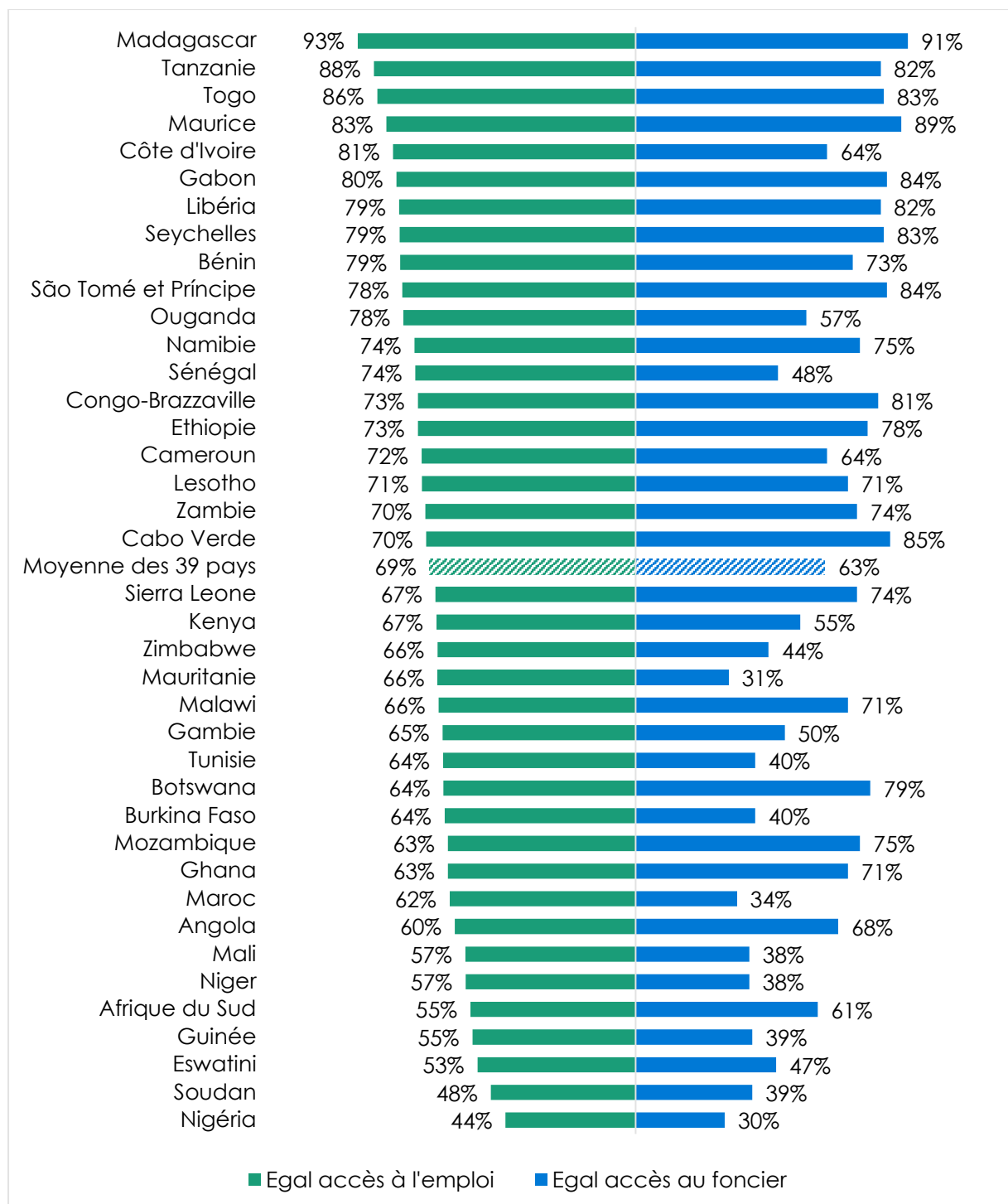
Les femmes et les hommes ont la même appréciation de l'égalité des sexes en matière d'embauche et de propriété foncière (Figure 16). Les résidents ruraux et urbains sont unanimes sur les opportunités d'emploi, mais pas sur la propriété foncière (61% en milieu rural, 66% en milieu urbain).

Les jeunes sont moins susceptibles que les personnes âgées de considérer l'égalité des chances à l'embauche comme une réalité (67% contre 72%), mais ils sont d'accord en ce qui concerne la propriété et l'héritage fonciers.

Les citoyens en situation de vulnérabilité économique et moins instruits sont moins susceptibles que leurs compatriotes plus aisés et plus instruits de considérer que l'égalité des sexes à l'embauche et en matière de propriété foncière est une réalité, ce qui suggère peut-être que les progrès accomplis en matière de parité hommes-femmes n'ont pas été bénéfiques à toutes les couches sociales de la même manière.

Faites votre propre analyse des données Afrobarometer - quels que soient la question, le pays ou le round d'enquête. C'est facile et gratuit sur www.afrobarometer.org/online-data-analysis.

Figure 15 : Les femmes et les hommes ont-ils des chances égales d'obtenir un emploi et de posséder/hériter des terres ? | 39 pays | 2021/2023



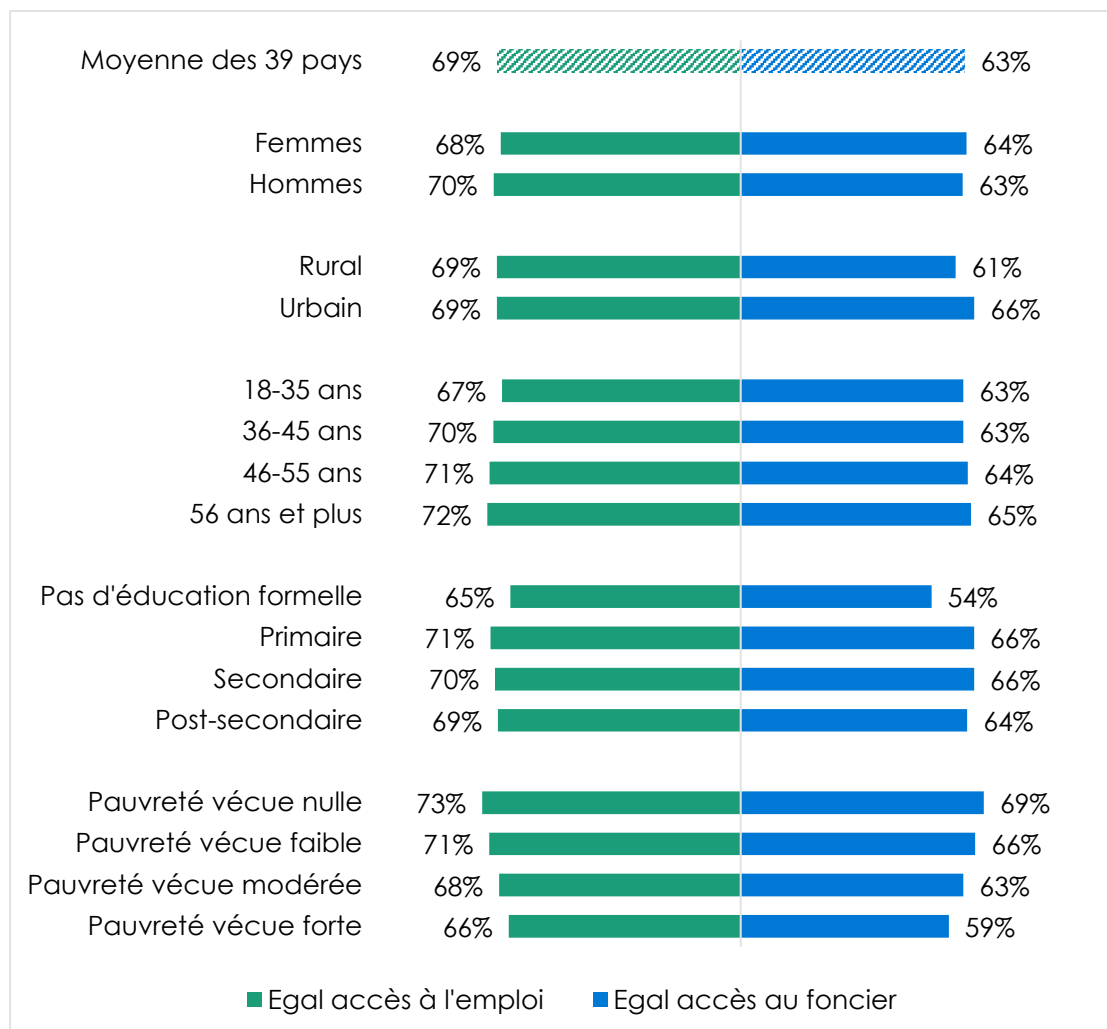
Questions posées aux répondants : Pour les affirmations suivantes, veuillez me dire si vous êtes d'accord ou non :

Dans notre pays aujourd'hui, les femmes et les hommes ont les mêmes chances d'avoir un emploi qui rapporte un revenu.

Dans notre pays aujourd'hui, les femmes et les hommes ont les mêmes chances de posséder des terres et d'en hériter.

(% qui sont « d'accord » ou « tout à fait d'accord » avec chaque affirmation)

Figure 16 : Les femmes et les hommes ont-ils des chances égales d'obtenir un emploi et de posséder/hériter des terres ? | par groupe démographique
 | 39 pays | 2021/2023



Questions posées aux répondants : Pour les affirmations suivantes, veuillez me dire si vous êtes d'accord ou non :

Dans notre pays aujourd'hui, les femmes et les hommes ont les mêmes chances d'avoir un emploi qui rapporte un revenu.

Dans notre pays aujourd'hui, les femmes et les hommes ont les mêmes chances de posséder des terres et d'en hériter.

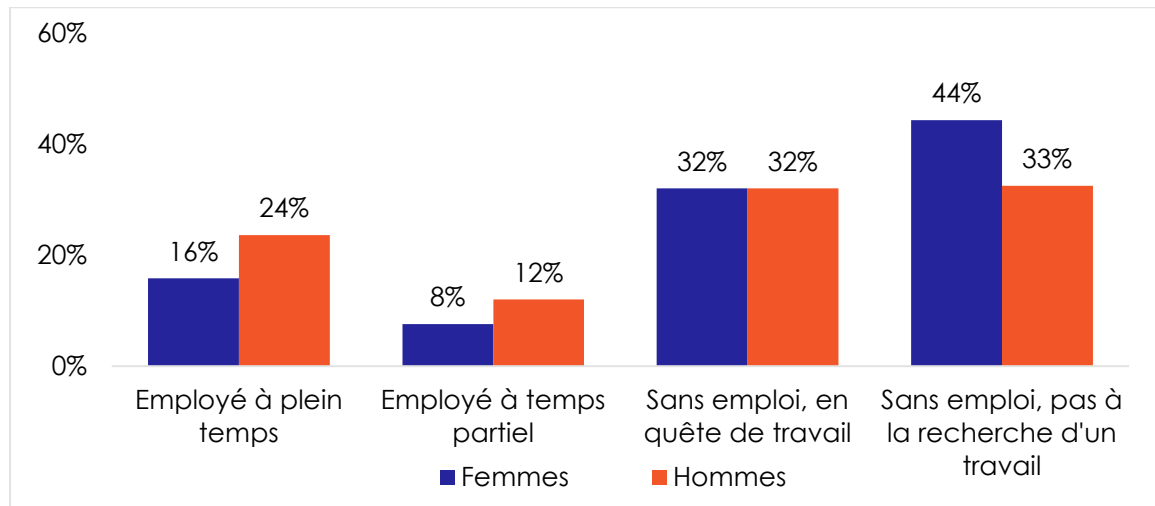
(% qui sont « d'accord » ou « tout à fait d'accord » avec chaque affirmation)

Même si en moyenne, la majorité des Africains considèrent que l'égalité des sexes est pertinente et effective pour ce qui est de l'emploi et des droits fonciers, nous constatons des disparités significatives dans ce que les femmes et les hommes nous disent de leur propre situation économique.

Comparativement aux hommes, les femmes sont nettement moins susceptibles d'être employées à temps plein (16% contre 24%) ou à temps partiel (8% contre 12%) et beaucoup plus susceptibles de ne pas avoir d'emploi rémunéré (76% contre 65%) (Figure 17). Cependant, l'écart entre la part des femmes qui n'occupent pas d'emploi rémunéré s'explique en grande partie par le fait qu'une proportion plus élevée de femmes ne participent pas au marché du travail. Un nombre égal d'hommes et de femmes – 32% de

chacun – déclarent être au chômage et à la recherche d'un emploi, tandis que les femmes sont nettement plus susceptibles – de 11 points de pourcentage – de déclarer ne pas avoir d'emploi rémunéré et ne pas chercher de travail.

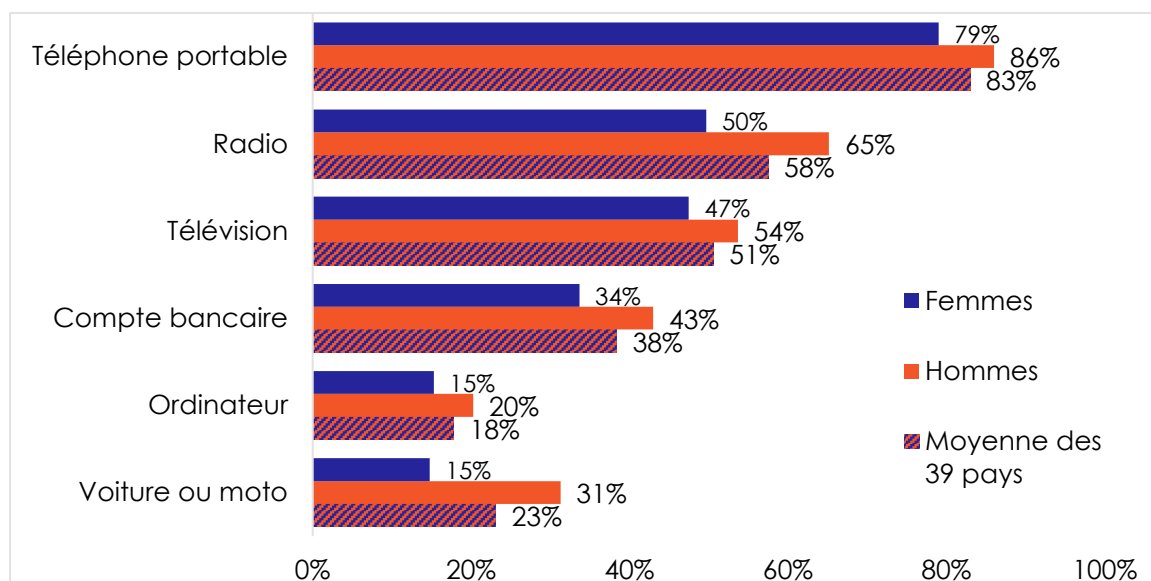
Figure 17 : Situation d'emploi | par sexe | 39 pays | 2021/2023



Questions posées aux répondants : Exercez-vous un travail salarié ? [Si oui :] Est-ce un emploi à plein temps ou à temps partiel ? [Si non »] Êtes-vous présentement à la recherche d'un emploi ?

Les femmes sont également à la traîne par rapport aux hommes pour ce qui est du contrôle de plusieurs autres biens essentiels, outre le foncier. Elles sont à peu près deux fois moins susceptibles que les hommes de posséder un véhicule à moteur (15% contre 31%), un autre bien de production essentiel, et sont de 5 à 15 points de pourcentage moins susceptibles de posséder un téléphone portable (79% contre 86%), une radio (50% contre 65%), un téléviseur (47% contre 54%), un compte en banque (34% contre 43%) et un ordinateur (15% contre 20%) (Figure 18).

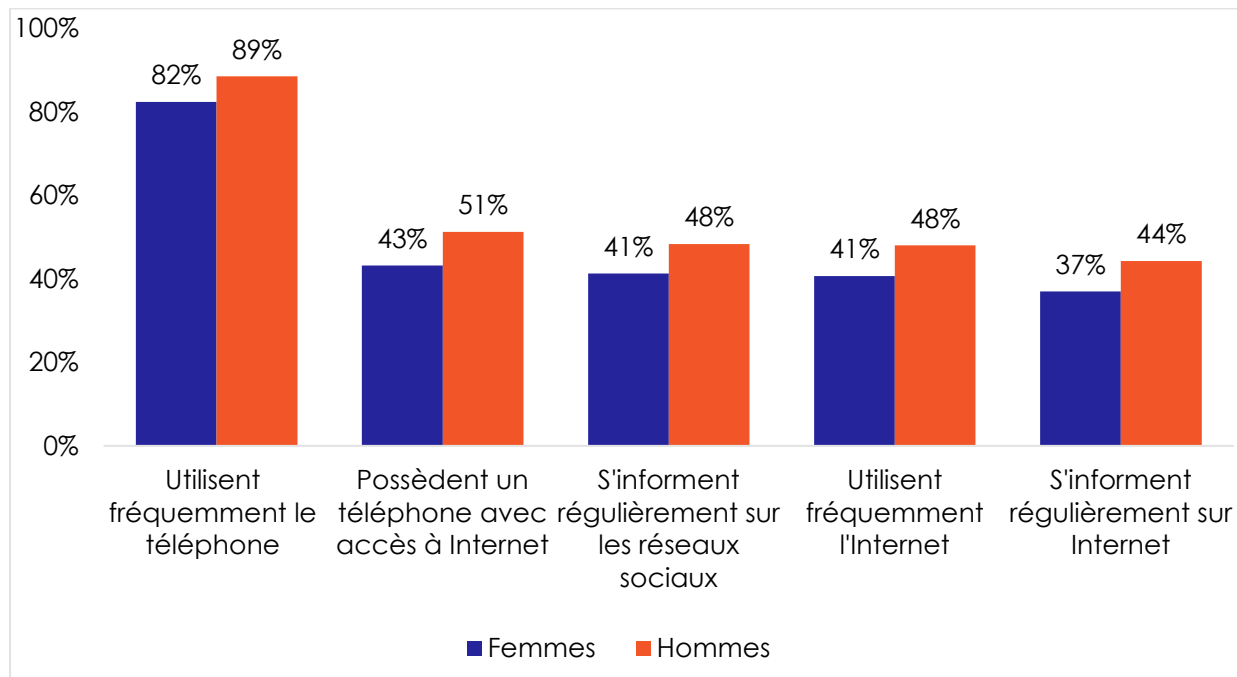
Figure 18 : Possession d'actifs | par sexe | 39 pays | 2021/2023



Questions posées aux répondants : Lesquels de ces biens possédez-vous personnellement ? (% qui disent « oui »)

Ces fractures patrimoniales se répercutent sur une fracture numérique plus générale, creusant des écarts dans l'accès des femmes à l'actualité et aux informations essentielles. Bien qu'il y ait eu des progrès pour les hommes et les femmes sur tous les indicateurs depuis 2016/2018 (Lardies, Dryding, & Logan, 2019 ; Malephane, 2022), nous pouvons toujours constater que les femmes sont constamment à la traîne par rapport aux hommes de 7 à 8 points de pourcentage (Figure 19).

Figure 19 : Fracture numérique | par sexe | 39 pays | 2021/2023



Questions posées aux répondants :

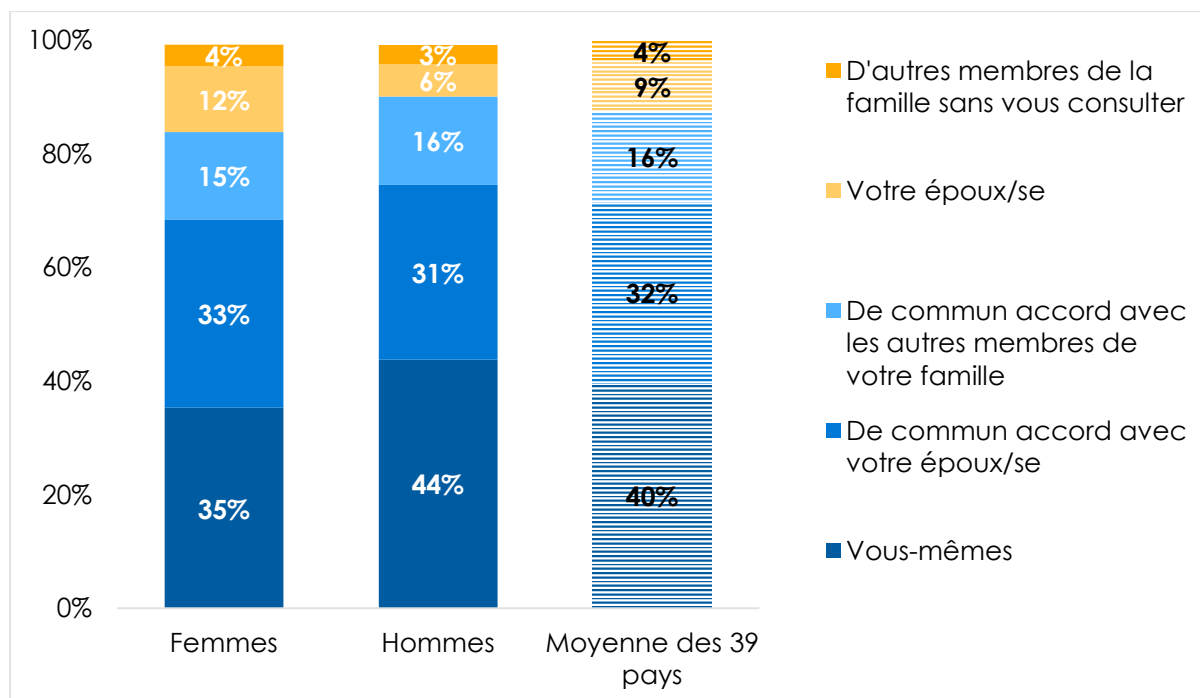
Combien de fois utilisez-vous : L'Internet ? Un téléphone portable ? (% qui disent « quelques fois par semaine » ou « tous les jours »)

Lesquels de ces biens possédez-vous personnellement : Téléphone portable ? [Si oui :] Votre téléphone a-t-il accès à Internet ? (% de répondants qui possèdent un téléphone avec accès à Internet)

Combien de fois recevez-vous des informations provenant des sources suivantes : Internet ? Réseaux sociaux ? (% qui disent « quelques fois par semaine » ou « tous les jours »)

La participation des femmes aux décisions financières du ménage est également plus modeste que celle des hommes. Les femmes sont presque deux fois plus nombreuses que les hommes à déclarer s'en remettre à leur conjoint ou à d'autres membres de la famille pour décider de la manière dont l'argent du ménage est dépensé (16% contre 9%), tandis que les hommes sont plus susceptibles que les femmes de déclarer prendre eux-mêmes les décisions (44% contre 35%) (Figure 20).

Figure 20 : Qui décide de la manière dont l'argent est utilisé ? | par sexe | 39 pays
 | 2021/2023



Question posée aux répondants : De quelles façons les décisions sont-elles prises, quant à la gestion des revenus que vous gagnez en travaillant, en faisant des affaires, en faisant du commerce, ou en vous livrant à d'autres activités ?

Performance gouvernementale dans la promotion de l'égalité des sexes

En dépit de ces disparités dans le statut et les accomplissements des femmes, les gens attribuent en moyenne à leur gouvernement certaines de leurs meilleures notations de performance en matière de « promotion de l'égalité des droits et des chances pour les femmes ». La majorité (56%) des répondants affirment que leur gouvernement accomplit un travail « plutôt » ou « très » bon pour promouvoir l'égalité, tandis que 41% ne sont pas d'accord (Figure 21).

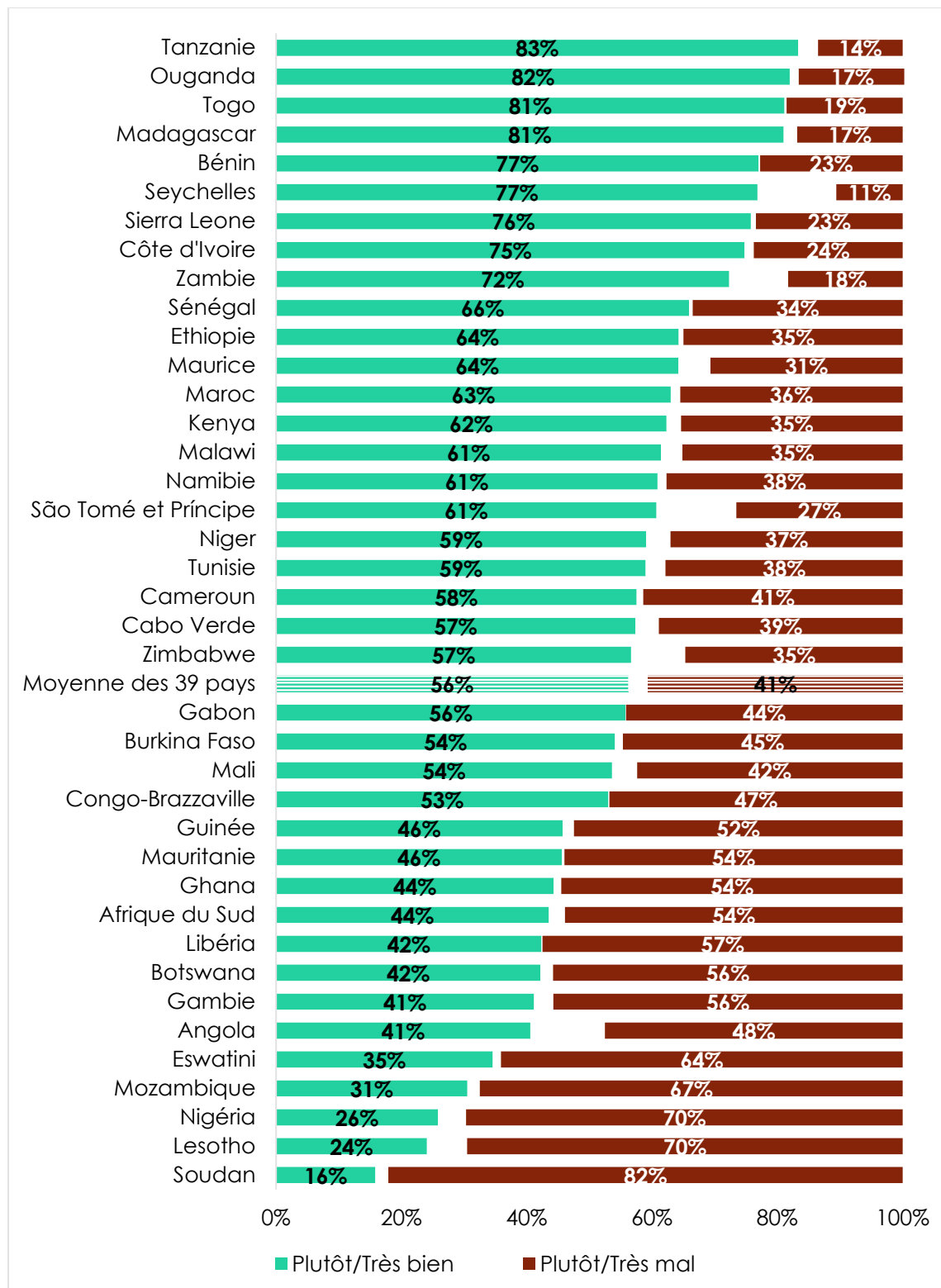
Parmi les 17 volets de l'enquête, qui vont de la création d'emplois à la protection des enfants vulnérables, l'égalité des sexes est le seul où une majorité de citoyens attribuent des notes positives par rapport à la performance gouvernementale (non illustré).

Les évaluations positives atteignent huit sur 10 en Tanzanie (83%), en Ouganda (82%), au Togo (81%) et à Madagascar (81%), mais seulement un sur quatre au Nigéria (26%) et au Lesotho (24%), et à peine 16% des Soudanais sont du même avis.

Les disparités observées entre les groupes démographiques sont généralement modestes. De manière plus significative, les citoyens économiquement aisés (62%) sont nettement plus susceptibles d'être satisfaits des efforts de leur gouvernement en faveur de l'égalité entre les femmes et les hommes que les citoyens les plus pauvres (48%). Des écarts plus minimes séparent les hommes des femmes (59% contre 54%) et les citoyens plus instruits de ceux qui n'ont pas été scolarisés (56% contre 52%) (Figure 22).

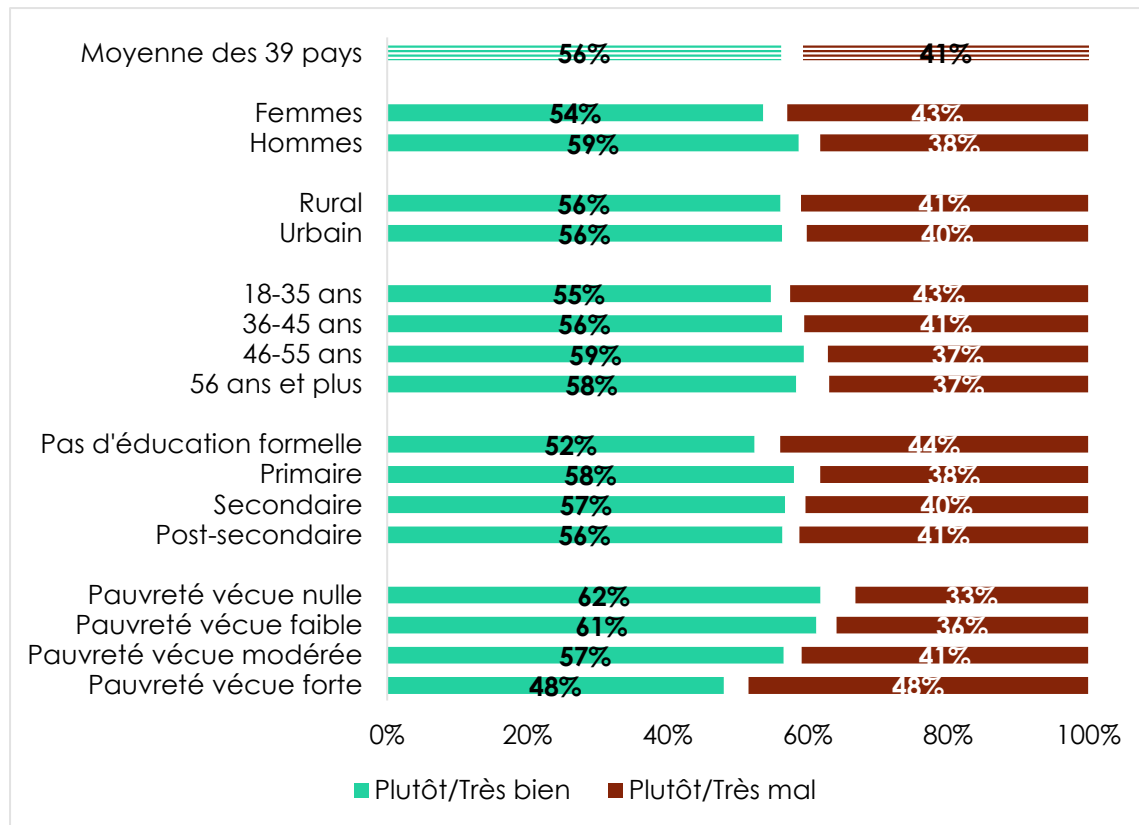
Mais quand bien même les performances gouvernementales sont généralement bien évaluées, 63% des citoyens – dont 66% de femmes – déclarent que leur gouvernement doit en faire davantage pour promouvoir l'égalité des droits et des chances pour les femmes (Figure 23).

Figure 21 : Performance du gouvernement dans la promotion de l'égalité des droits et des chances pour les femmes | 39 pays | 2021/2023



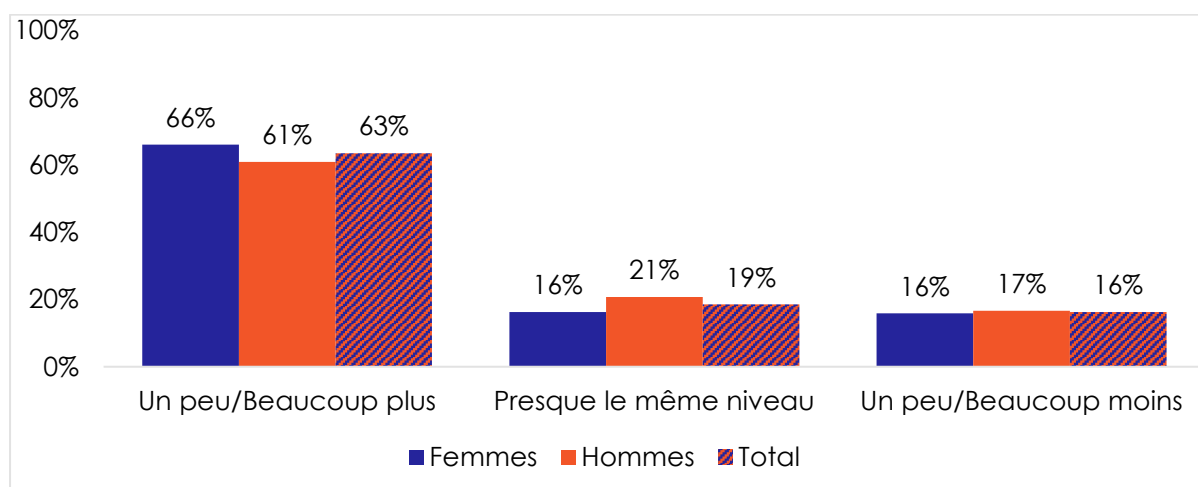
Question posée aux répondants : Qualifier la manière, bonne ou mauvaise, dont le gouvernement actuel répond à la promotion de l'égalité des droits et des chances en faveur des femmes, ou n'en avez-vous pas suffisamment entendu parler pour vous prononcer ?

Figure 22 : Performance du gouvernement dans la promotion de l'égalité des droits et des chances pour les femmes | par groupe démographique | 39 pays | 2021/2023



Question posée aux répondants : Qualifier la manière, bonne ou mauvaise, dont le gouvernement actuel répond à la promotion de l'égalité des droits et des chances en faveur des femmes, ou n'en avez-vous pas suffisamment entendu parler pour vous prononcer ?

Figure 23 : Le gouvernement devrait-il faire plus ou moins pour promouvoir l'égalité des droits et des chances pour les femmes ? | par sexe | 39 pays | 2021/2023



Question posée aux répondants : À votre avis, le gouvernement et les représentants élus devraient-ils faire plus, moins ou maintenir ce qu'ils font actuellement pour promouvoir l'égalité et les droits des femmes ?

Conclusion

S'attaquer à l'inégalité entre les hommes et les femmes dans un pays, et sur un continent, est un défi de taille. Il faut non seulement faire évoluer la législation, mais aussi les mentalités. Il faut également redéfinir les attentes des garçons et des filles, ainsi que des hommes et des femmes, quant au rôle des femmes à la maison, dans la société, dans le monde des affaires et au sein du gouvernement. Enfin, il faut que les femmes et les filles redéfinissent ce à quoi leur monde peut et doit ressembler, et qu'elles se fassent entendre pour y parvenir.

Les données provenant du dernier round des enquêtes Afrobarometer permettent d'être optimiste tout en nous rappelant le chemin qu'il reste à faire. Le soutien au principe de l'égalité des sexes semble s'enraciner. La majorité des répondants déclarent croire en la légitimité du principe de l'égalité entre les hommes et les femmes. Ces attitudes ne sont pas encore universelles, mais elles sont répandues et se développent, quoique lentement.

Mais la concrétisation de l'égalité est en grande partie un travail en cours. Si de nombreux Africains affirment que la parité entre les sexes existe déjà dans des domaines clés tels que l'accès à l'emploi et aux terres, les données font état de désavantages persistants pour les femmes en ce qui concerne le niveau d'instruction, le contrôle des biens et des finances essentiels et la participation à la vie politique. La violence à l'égard des femmes et des filles, qu'une proportion inquiétante de 38% des adultes considèrent courante dans leur communauté, est le principal problème de droits des femmes auquel sont confrontés les gouvernements et les sociétés.

Les gouvernements africains sont mieux cotés pour leur promotion de l'égalité des sexes que pour la gestion économique, la création d'emplois et une kyrielle d'autres problématiques. Mais la majorité des citoyens insistent également sur le fait qu'il faut aller plus loin. Les communautés économiquement défavorisées, où les citoyens sont moins susceptibles de considérer l'égalité des sexes comme une réalité et de se déclarer satisfaits des efforts de leur gouvernement, pourraient constituer une cible pour des efforts renouvelés.

Si le soutien au *principe* de l'égalité l'emporte, l'égalité en *pratique* est toujours difficile à atteindre, et les défenseurs de l'égalité des sexes devront redoubler d'efforts pour que les buts communs à l'Agenda 2063 et aux Objectifs de Développement Durable deviennent des réalités collectives.

Références

- Arekapudinayda, N., & Almodóvar-Reteguis, L. (2020). Women's property rights are the key to economic development. World Bank Blogs. 24 February.
- Banque Africaine de Développement & CEA. (2020). Africa gender index report 2019.
- Banque Mondiale. (2020). Women, business and the law 2020.
- CEA (Commission Economique pour l'Afrique). (2023). Gender equality and the empowerment of women.
- Equal Measures 2030. (2022). 'Back to normal' is not enough: 2022 SDG gender index.
- Evans, D. K., & Acosta, A. M. (2020). Education in Africa: What are we learning? Center for Global Development Working Paper No. 542.
- Lardies, C. A., Dryding, D., & Logan, C. (2019). Gains and gaps: Perceptions and experiences of gender in Africa. Afrobarometer Policy Paper No. 61.
- Lwabukuna, O. (2023). Africa neglects women's property rights at its own economic peril – but it's not the only culprit. SOAS, University of London blog.
- Malephane, L. (2022). Digital divide: Who in Africa is connected and who is not. Afrobarometer Dispatch No. 582.
- Mattes, R., & Patel, J. (2022). Lived poverty resurgent. Afrobarometer Policy Paper 84.
- M'Cormack-Hale, F., Patel, J., & Diouf, N. N. (2023). Combating gender-based violence tops Africa's agenda for women's rights. Afrobarometer Dispatch No. 736.
- Nations Unies. (1979). Convention on the elimination of all forms of discrimination against women.
- Nations Unies. (2016). The 17 goals.
- ONU Femmes. (2023). Facts and figures: Women's leadership and political participation.
- Savedra, J., & Brix, H. (2023). Empowering adolescent girls in Africa through education. World Bank Blogs. 7 March.
- Union Africaine. (2003). Protocol to the African charter on human and peoples' rights on the rights of women in Africa.
- Union Africaine. (2015a). Goals & priority areas of agenda 2063.
- Union Africaine. (2015b). Key transformational outcomes of agenda 2063.
- Union Africaine. (2023). Maputo protocol on the rights of women in Africa: Commemorating 20 years.
- Zegeye, B., Olorunsaiye, C. Z., Ahinkorah, B. O., Ameyaw, E. K., Budu, E., Seidu, A.-A., & Yaya, S. (2022). Understanding the factors associated with married women's attitudes towards wife-beating in sub-Saharan Africa. *BMC Women's Health*, 22, 242.

Annexe

Tableau A.1 : Dates des travaux de terrain d'Afrobarometer au titre du Round 9 et des rounds précédents

Pays	Travaux de terrain du Round 9	Rounds d'enquêtes précédents
Afrique du Sud	Nov.-déc. 2022	2000, 2002, 2006, 2008, 2011, 2015, 2018, 2021
Angola	Fév.-mars 2022	2019
Bénin	Janv. 2022	2005, 2008, 2011, 2014, 2017, 2020
Botswana	Juin-juillet 2022	1999, 2003, 2005, 2008, 2012, 2014, 2017, 2019
Burkina Faso	Sept.-oct. 2022	2008, 2012, 2015, 2017, 2019
Cabo Verde	Juillet-août 2022	2002, 2005, 2008, 2011, 2014, 2017, 2019
Cameroun	Mars 2022	2013, 2015, 2018, 2021
Congo-Brazzaville	Juin-juillet 2023	NA
Côte d'Ivoire	Nov.-déc. 2021	2013, 2014, 2017, 2019
Eswatini	Oct.-nov. 2022	2013, 2015, 2018, 2021
Ethiopie	Mai-juin 2023	2013, 2020
Gabon	Nov.-déc. 2021	2015, 2017, 2020
Gambie	Août-sept. 2022	2018, 2021
Ghana	Avril 2022	1999, 2002, 2005, 2008, 2012, 2014, 2017, 2019
Guinée	Août 2022	2013, 2015, 2017, 2019
Kenya	Nov.-déc. 2021	2003, 2005, 2008, 2011, 2014, 2016, 2019
Lesotho	Fév.-mars 2022	2000, 2003, 2005, 2008, 2012, 2014, 2017, 2020
Liberia	Août-sept. 2022	2008, 2012, 2015, 2018, 2020
Madagascar	Avril-mai 2022	2005, 2008, 2013, 2015, 2018
Malawi	Fév. 2022	1999, 2003, 2005, 2008, 2012, 2014, 2017, 2019
Mali	Juillet 2022	2001, 2002, 2005, 2008, 2013, 2014, 2017, 2020
Maroc	Août-sept. 2022	2013, 2015, 2018, 2020
Maurice	Mars 2022	2012, 2014, 2017, 2020
Mauritanie	Nov. 2022	NA
Mozambique	Oct.-nov. 2022	2002, 2005, 2008, 2012, 2015, 2018, 2021
Namibie	Oct.-nov. 2021	1999, 2003, 2006, 2008, 2012, 2014, 2017, 2019
Niger	Juin 2022	2013, 2015, 2018, 2020
Nigéria	Mars 2022	2000, 2003, 2005, 2008, 2013, 2015, 2017, 2020
Ouganda	Janv. 2022	2000, 2002, 2005, 2008, 2012, 2015, 2017, 2019
São Tomé et Príncipe	Déc. 2022	2015, 2018
Sénégal	Mai-juin 2022	2002, 2005, 2008, 2013, 2014, 2017, 2021
Seychelles	Déc. 2022	NA
Sierra Leone	Juin-juillet 2022	2012, 2015, 2018, 2020
Soudan	Nov.-déc. 2022	2013, 2015, 2018, 2021
Tanzanie	Sept.-oct. 2022	2001, 2003, 2005, 2008, 2012, 2014, 2017, 2021
Togo	Mars 2022	2012, 2014, 2017, 2021
Tunisie	Fév. Mars 2022	2013, 2015, 2018, 2020
Zambie	Août-sept. 2022	1999, 2003, 2005, 2009, 2013, 2014, 2017, 2020
Zimbabwe	Mars-avril 2022	1999, 2004, 2005, 2009, 2012, 2014, 2017, 2021

Maame Akua Amoah Twum est chargé de la communication d'Afrobarometer pour l'Afrique de l'Ouest et du Nord anglophone. Email : maameakua@afrobarometer.org.

Carolyn Logan est directrice d'Afrobarometer chargée des analyses et du renforcement des capacités et professeur assistant au Département de Sciences Politiques de Michigan State University. Email : clogan@afrobarometer.org.

Afrobarometer, une organisation à but non-lucratif dont le siège se trouve au Ghana, est un réseau panafricain et indépendant de recherches. La coordination régionale de plus de 35 partenaires nationaux est assurée par le Ghana Center for Democratic Development (CDD-Ghana), l'Institute for Justice and Reconciliation (IJR) en Afrique du Sud, et l'Institute for Development Studies (IDS) de l'University of Nairobi au Kenya. Michigan State University (MSU) et University of Cape Town (UCT) apportent un appui technique au réseau.

Afrobarometer bénéficie du soutien financier de la Suède à travers l'Agence Suédoise de Coopération pour le Développement International, de l'Agence Américaine pour le Développement International (USAID) à travers l'Institut Américain pour la Paix, de la Fondation Mo Ibrahim, des Open Society Foundations – Africa, de Luminare, de la Fondation William et Flora Hewlett, de la Fondation Bill & Melinda Gates, de la Fondation Mastercard, de la Fondation David et Lucile Packard, de la Commission de l'Union Européenne, de la Banque Mondiale, du Ministère des Affaires Etrangères de la Finlande, de l'Ambassade du Royaume des Pays-Bas en Ouganda, de l'Ambassade de la Suède au Zimbabwe, du Centre Mondial du Pluralisme et de GIZ.

Les dons permettent à Afrobarometer de donner une voix aux citoyens africains. Veuillez penser à faire une contribution (à www.afrobarometer.org) ou contacter Felix Biga (felixbiga@afrobarometer.org) ou Runyararo Munetsi (runyararo@afrobarometer.org) pour discuter d'un éventuel financement institutionnel.

Pour plus d'informations, veuillez visiter le www.afrobarometer.org.

Suivez nos publications à #VoicesAfrica.



Dépêche No. 749 d'Afrobarometer | 19 décembre 2023